

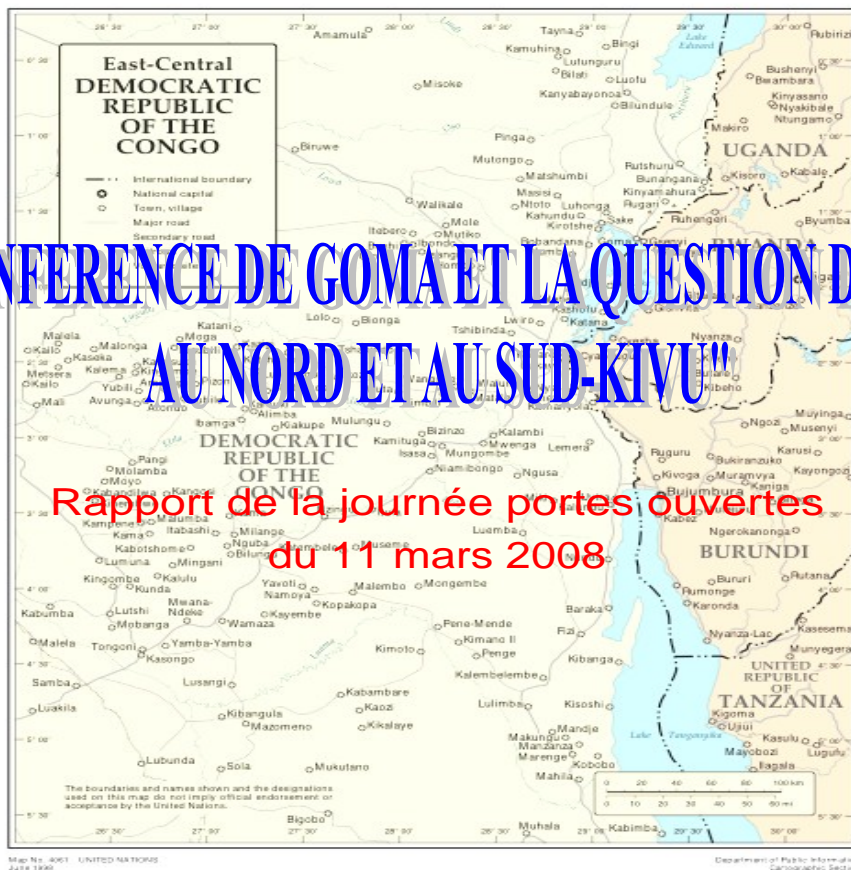
Pole Institute

Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs



**"LA CONFERENCE DE GOMA ET LA QUESTION DES FDLR
AU NORD ET AU SUD-KIVU"**

**Rapport de la journée portes ouvertes
du 11 mars 2008**



Goma

Jun 2008

Table des matières

<i>Liste des abréviations</i> _____	3
<i>PREFACE</i> _____	4
<i>Première partie : Synthèse</i> _____	8
1) <i>Les FDLR : un Etat dans l'Etat congolais ?</i> _____	8
2) <i>De l'option coercitive contre les FDLR</i> _____	13
3) <i>Vers une option négociée de la problématique FDLR : opportunités et handicaps de la RDC</i> _____	14
4) <i>Pour conclure</i> _____	16
<i>Deuxième partie : Exposés</i> _____	17
<i>LA CONFERENCE DE GOMA ET LA QUESTION DE LA PRESENCE DES FDLR AU SUD ET NORD-KIVU : ETAT DES LIEUX. Par Aloys Tegera, Manager de Pole Institute</i> _____	17
<i>NORD-KIVU</i>	
<i>LES FDLR DANS LE TERRITOIRE DE WALIKALE. Synthèse de recherche, par Primo Pascal Rudahigwa, Journaliste</i> _____	31
<i>LES FDLR DANS LA COLLECTIVITE - CHEFFERIE DE BWISHA. Par Mwami Paul NDEZE MALI NI KAZI, Chef de la Collectivité Chefferie de Bwisha, Territoire de Rutshuru</i> _____	38
<i>PROBLEMATIQUE DES FDLR DANS LE TERRITOIRE DE MASISI. Par Bertin Kirivita et Nkuba Kahombo, Députés provinciaux élus du Territoire de Masisi</i> _____	39
<i>SUD-KIVU</i>	
<i>VECU DES POPULATIONS EN TERRITOIRE SOUS CONTRÔLE DES FDLR (AXE KAMITUGA). Par Patrick Mihali Nyamatomwa, Chercheur indépendant</i> _____	42
<i>VECU DES POPULATIONS COHABITANT AVEC LES FDLR : CAS DE SHABUNDA. Par Sébastien-Matthias Matenda Kaningini, Chercheur indépendant et Président du Conseil d'Administration de ADIN, Shabunda</i> _____	47
<i>JOINDRE L'ACTION À LA PAROLE ? La lente évolution de l'attitude de la Communauté internationale envers les FDLR en République Démocratique du Congo. Par Dominic Johnson. Berlin, août 2008</i> _____	50
<i>LISTE DES PRESENCES :</i> _____	58

Liste des abréviations

AFDL	: Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo
ALiR	: Armée de Libération du Rwanda
APR	: Armée Patriotique Rwandaise
CNDP	: Congrès National pour la Défense du Peuple
FAR	: Forces Armées Rwandaises
FARDC	: Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FDLR	: Forces Démocratiques de Libération du Rwanda
FOCA	: Forces Combattantes - Abacunguzi
HCR	: Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
MONUC	: Mission des Nations Unies en République Démocratique du Congo
RCD	: Rassemblement Congolais pour la Démocratie
RCD-K/ML	: RCD-Kisangani/Mouvement de Libération
RDC	: République Démocratique du Congo
RDF	: Rwanda Defence Forces
RDR	: Rassemblement pour le Retour des Réfugiés et la Démocratie au Rwanda
RUD	: Ralliement pour l'Unité et la Démocratie

PREFACE

Depuis le mois de décembre 2006, Pole Institute a initié un travail de réflexion autour de la problématique de l'insécurité et de la guerre qui se sont installées à l'Est de la République Démocratique du Congo et plus spécifiquement dans les Kivus, alors que le pays est censé être en période post-conflit depuis la signature des accords de Sun City en 2002.

Le 8 décembre 2006, nous avons réuni des notables des communautés ethniques du Nord Kivu, des Chefs des confessions religieuses et des animateurs d'associations de la Société civile pour débattre du thème « Dialogue intercommunautaire au Nord Kivu : briser le mythe de Sisyphe ». A l'époque, et plus précisément à partir du 25 novembre 2006, les 81^{ème} et 83^{ème} brigades des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) non – brassées, fidèles à Laurent Nkunda, étaient en guerre contre les autres unités brassées et intégrées. Le feu, parti de la localité de Sake, à trente kilomètres à l'ouest de la ville de Goma, avait vite embrasé plusieurs localités, exacerbant du coup des tensions ethniques toujours prêtes à dégénérer en jeux de massacre dans ce coin du monde. En marge de ces combats fratricides entre brigades des FARDC, les FDLR et Interahamwe Rwandais continuaient à semer la désolation sur des espaces importants à l'est de la RDC. Lors de cette rencontre de décembre 2006, le constat a été fait que la présence des forces étrangères sur le territoire congolais constituait une menace réelle mais que cela ne semblait pas préoccuper outre mesure les autorités politiques et militaires congolaises compétentes, « qui au mieux, les tolèrent et qui, au pis, collaborent avec elles. » A l'issue de cette rencontre, la problématique de l'insécurité a été identifiée comme le défi prioritaire auquel devait faire face ce groupe qui se définissait comme le noyau fondateur d'une structure permanente d'échanges, d'analyses et de propositions.

Deux autres journées furent organisées sur la problématique, respectivement le 20 mars et le 21 avril 2007. La rencontre de mars regroupait, autour du noyau fondateur de décembre 2006, des députés de l'Assemblée provinciale (dont le Président de cette structure), des délégués du gouvernement provincial, de la Police et des FARDC, ainsi que des acteurs politiques locaux et des chercheurs. Pour la première fois, un délégué du mouvement insurrectionnel CNDP avait participé à cette réflexion. Le 21 avril, le cercle s'élargit, avec la participation de deux ministres du Gouvernement provincial et des services de sécurité de la Province du Nord Kivu.

S'agissant des FDLR, les participants à ces journées constatèrent, d'une part, la gêne du pouvoir congolais, appelé à combattre ses alliés de la veille. D'autre part, et pour la première fois, la dimension économique de la question fut évoquée. L'on se demanda si dans le contexte de flottement au niveau des commandements militaires, les FDLR ne constituaient pas un fonds de commerce pour certains officiers FARDC qui prétextaient la traque des FDLR pour se faire de l'argent facile. Ce qui constituait une première allusion à la dimension économique dans un dossier qui est souvent abordé selon le seul angle politique. L'implication des FDLR- Interahamwe dans le circuit économique des riches Kivus, offrant un environnement plus généreux que le Rwanda, fut alors identifiée comme un obstacle à un éventuel retour spontané ; les populations congolaises, elles, placées dans des conditions proches du servage, vivent la dure loi de la jungle. A la fin de ces assises, les participants étaient d'accord que notre pays ne devrait pas demeurer une jungle éternelle, et qu'une réponse définitive devait être trouvée à la question de la présence des FDLR à l'est de la RDC. « Cette réponse exige l'analyse de ce phénomène dans toute sa complexité et sous

toutes ses dimensions (politique, culturelle, économique) et sous toutes ses implications (locale, nationale, régionale, internationale).

Le 14 juin 2007, une autre rencontre a été organisée à Goma autour du thème : « Construire la Paix au Nord Kivu : vers davantage d'engagements ». A cette époque, l'idée d'une table ronde pour tenter de cerner la question de l'insécurité à l'est commençait à courir mais elle soulevait une controverse telle que l'on se demandait si elle pourrait se concrétiser, chacun ayant sa propre appréciation de l'opportunité, du format, de la localisation et de la date de ce forum. Face à la diversité des approches, entre les adeptes d'une solution militaire quel qu'en soit le prix et les partisans d'une solution négociée quel qu'en soit le coût, Pole Institute, fidèle à son approche, décida de procéder à un croisement de regards dans ce forum que d'aucuns croyaient de tous les dangers. En effet, bien avant la tenue de la Conférence de Goma de janvier 2008, nous avons réuni autour d'une même table certains députés nationaux élus de la province du Nord Kivu, partisans de la ligne dure prônée alors par les proches du Président de la République, des députés provinciaux de toutes les tendances et des officiels du CNDP.

Deux présentations littéralement opposées furent offertes au public sur les causes de la persistance de l'insécurité. La première, faite par un député national, attribuait la totalité de la responsabilité à l'hégémonisme du Rwanda ; la seconde, d'un avocat passé depuis lors au CNDP, analysait froidement la part des responsabilités des Congolais dans la dégradation de la sécurité et citait les FDLR-Interahamwe parmi « ceux à qui profite le crime ». Tous étaient cependant d'accord que la faiblesse de l'Etat en RDC favorisait ce marasme sécuritaire, même s'ils ne partageaient pas la compréhension de la FORCE d'un Etat. Dans le cas de la RDC, la force se traduirait-elle par la vigueur des institutions protectrices des populations ou par la sur-militarisation d'un pays qui connaît déjà une prolifération inquiétante d'armes? Même si, à la fin de la journée, les parties campaient encore en gros sur leurs positions, le résultat essentiel a été que les diverses opinions s'expriment, en dépit de la difficulté pour les uns et les autres de gérer les émotions.

Sur le terrain, les hérauts de l'option militaire ont finalement été les plus forts et les FARDC lancèrent au mois de novembre 2007 ce qui ressemblait à l'assaut final contre les Insurgés dans les montagnes de Masisi. Le sérieux revers subi par les militaires à Mushaki en décembre marqua un tournant décisif : sans renoncer à l'option militaire, l'idée d'une Conférence reprit son chemin, c'est ce qu'on appela le « talk and fight ». Mais les choses se précipitèrent, pour aboutir à la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement au Nord et au Sud Kivu en janvier 2008. En dépit de tout le chaos qui a entouré sa préparation et le déroulement des travaux, cette Conférence déboucha sur un Acte d'engagement censé assurer *un retour rapide, durable et définitif à la paix et à la sécurité pour permettre le développement intégral du Nord Kivu et du Sud Kivu.*

En dépit de l'impréparation manifeste et des difficultés logistiques subséquentes, la signature de cet Acte d'engagement a été un soulagement pour nombre d'observateurs et un signe d'Espoir pour les deux Kivu.

D'abord cet acte d'engagement offre un cadre de travail intéressant pour les parties en conflit. Face aux faucons de son camp, le Président de la République peut utiliser cet acte d'engagement comme une contrainte « nationale » pour faire les choses autrement, surtout après les revers militaires subis par les FARDC dans la guerre de l'Est. A son arrivée au pouvoir en janvier 2001 il a su privilégier une solution négociée avec les belligérants et rien

ne l'empêche de recourir à la même stratégie qui lui avait valu le respect au sein de la communauté nationale et internationale.

Pour les différents groupes armés, la conférence de Goma a été une occasion de reconnaissance dans la mesure où elle leur a permis de sortir de la clandestinité pour devenir des acteurs fréquentables dans les négociations en cours.

Cependant, cet acte d'engagement ne constitue qu'un panneau indicateur qui montre la bonne direction à prendre. Comme tout panneau indicateur, il n'indique que la direction et la distance à parcourir, il revient aux acteurs significatifs engagés dans la négociation de prendre résolument la route et mener à bout la course entreprise. Le succès comme l'échec de l'Acte d'engagement signé dépend en définitive de ses propres signataires et les multiples violations de l'Acte d'engagement depuis sa signature sont là pour nous rappeler qu'il n'y a pas d'effet magique de la Conférence de Goma et que la route à parcourir est jonchée d'obstacles.

Quant à l'épineuse question de la présence des FDLR, l'Acte d'engagement n'y fait aucune allusion claire, alors que toutes les déclarations des Communautés les dénoncent pour leur rôle actif dans la détérioration de la sécurité dans des régions entières. A peine peut-on lire, vers la fin du document, que le gouvernement de la RDC s'engage à « *s'abstenir de tout appui ou tout soutien militaire ou logistique aux groupes armés nationaux et étrangers ou d'en requérir un appui quelconque à l'armée régulière* » !

Entre-temps, le 9 novembre 2007 était signé à Nairobi, sous l'égide des Nations-Unies, de l'Union Européenne et des Etats-Unis d'Amérique, le « *Communiqué conjoint du Gouvernement de la République Démocratique du Congo et du Gouvernement du Rwanda sur une approche commune pour mettre fin à la menace pour la paix et la stabilité des deux pays et de la Région des Grands Lacs* ». Le document est appelé, depuis lors, « Communiqué de Nairobi » ou « Accords de Nairobi ». Selon cet accord, la RDC s'engage à « désarmer les ex-FAR Interahmwe et éliminer la menace qu'elles constituent » et à proposer un plan détaillé dans ce sens le 1^{er} décembre 2007. Quoiqu'un tel engagement était manifestement irréalisable par le Gouvernement congolais au vu des forces militaires en présence, le plan fut produit et les FDLR furent invitées à rentrer volontairement dans leur pays avant le 15 mars 2008, date à laquelle les récalcitrants subiraient les frappes contraignantes des FARDC, avec l'appui éventuel de la MONUC (« en accord avec son mandat et ses moyens ») ! Dans ce document qui relève de la diplomatie internationale, les FDLR sont considérées comme un problème qui empoisonne les relations entre les deux Gouvernements rwandais et congolais et ne fait aucune allusion à la dimension interne de leur présence en RDC, alors que les populations congolaises souffrent plus de cette présence encombrante que le Rwanda, depuis que ce pays les a mis en déroute en 2001.

Cependant, tout en sachant que cet ultimatum avait très peu de chance d'être traduit en actes, le 13 mars 2008 (**J-2**) Pole Institute a saisi l'occasion pour réfléchir avec ses partenaires de l'incidence d'une option militaire éventuelle contre les FDLR sur les populations civiles.

Concrètement, il s'agissait de cerner le phénomène FDLR pour en avoir une compréhension partagée et d'échanger sur les voies possibles pour que la RDC, et tout particulièrement sa partie orientale, ne continue pas à payer le tribut d'une présence dont la majorité des Congolais auraient préféré faire économie.

Ce dossier contient, dans une première partie, la synthèse des débats et du brainstorming de la journée ; la seconde reprend les textes des exposés des principaux intervenants.

Goma, juin 08

Première partie : Synthèse

1) Les FDLR : un Etat dans l'Etat congolais ?

• Qui sont les FDLR ?

Une « nébuleuse », un « Etat dans l'Etat congolais », un « phénomène », autant de concepts couramment utilisés pour désigner ceux qui s'appellent « Forces démocratiques pour la libération du Rwanda » (FDLR), structure politico-militaire constituée des ex- Forces armées rwandaises (ex-FAR) défaites par l'Armée Patriotique Rwandais (APR) en, des miliciens Interahamwe ayant constitué le principal fer de lance du génocide rwandais en 1994. A ce noyau de base se sont ajoutés les jeunes recrutés depuis leur installation dans les camps de réfugiés en RDC en 1996, avant leur occupation des forêts et des montagnes de l'Est de ce pays à partir de 1997.

L'objectif principal des FDLR est la reprise du pouvoir perdu au Rwanda, et toute leur structure politico-militaire est orientée vers cette ultime finalité. Sur le plan militaire, deux divisions sont déployées à l'Est de la RDC, dans des Territoires voisins du Rwanda, et leurs infiltrations ont donné du fil à retordre au pouvoir de Kigali jusqu'en 2001. Sur le plan politique, elles se sont dotées d'une représentation « propre », à la tête de laquelle se trouve l'économiste Ignace Murwanashyaka qui était en dehors du Rwanda pendant le génocide de 1994. Cette représentation politique, destinée à la consommation diplomatique internationale, est installée en Occident, d'où elle mène d'importantes activités de lobbying. Mais la gestion quotidienne des combattants et de leurs dépendants civils est assurée par les commandants militaires, à la tête desquels se trouve le général Mudachumura dont l'Etat Major est basé à Kalonge, en Territoire de Masisi.

Les FDLR sont donc bien organisées et structurées au Sud et au Nord-Kivu et jouissent d'un réseau important à travers l'Afrique (Tanzanie, Soudan, Zambie, Cameroun, Uganda, Zimbabwe, Mozambique), l'Europe (Allemagne, Belgique, France, Norvège, Hollande, Autriche, Suisse, Suède, Danemark) et l'Amérique du Nord (Canada et Etats-Unis).

Leur survie se fait en général sur le dos des populations congolaises qui leur versent des taxes, partagent leur récolte et sont soumises à plusieurs autres types d'exactions, sans émouvoir ni les autorités du reste de la RDC – impuissantes ou complices- ni la Communauté internationale, qui privilégie l'approche internationale de cette problématique.

L'impuissance des autorités du reste de la RDC a été manifeste à chaque fois que des opérations militaires ont été montées par les FARDC contre les FDLR, au Sud Kivu comme au Nord Kivu, souvent avec l'appui de la MONUC. A chaque fois, les frappes n'ont réussi qu'à disperser davantage les FDLR dans les brousses congolaises et, du coup, à leur assurer d'autres sanctuaires. Par dépit ou par fatigue, les FARDC ont fini par adopter une attitude de « cohabitation pacifique » avec les fantassins FDLR, au point que certaines prises de position de la Communauté internationale traduisent soit son ignorance des rapports de force sur le terrain soit son incapacité à pousser loin la recherche des solutions adaptées. La fermeté du ton de la résolution 1804 du Conseil de Sécurité de l'ONU du 13 mars 2008, qui « exige de tous les membres des FDLR, ex-FAR/Interahamwe et autres groupes armés rwandais qui opèrent dans l'est de la RDC qu'ils déposent immédiatement les armes et se présentent aux autorités congolaises et à la MONUC sans plus tarder et sans conditions préalables en vue de

leur désarmement, démobilisation, rapatriement, réinstallation et réintégration » rentre bien dans cette double logique d'ignorance et de paresse dans l'analyse !

• **Le dialogue inter-Rwandais: préalable ou aboutissement ?**

Les FDLR justifient leur présence armée dans les deux Kivu comme une étape vers la reconquête du pouvoir perdu au Rwanda par les armes si le régime de Paul Kagame n'initie pas un dialogue politique avec elles.

Leur principale revendication, qui est plutôt un préalable avant tout retour pacifique au Rwanda, se résume en la tenue d'un Dialogue inter-Rwandais inclusif, comme celui ayant abouti au partage vertical et horizontal des postes de pouvoir en RDC et la démocratisation effective du Rwanda. Que vaut pareille revendication, tenue de l'extérieur ? En effet, comme le souligne Aloys Tegera, « le dialogue est le résultat d'un rapport de forces et non le fruit d'un discours » et au vu de l'intransigeance du Rwanda qui exige des FDLR une reddition inconditionnelle, nous assistons plutôt à un dialogue des sourds. En même temps, selon un expert de la MONUC, l'utilisation même du concept « Dialogue inter-Rwandais » vise à susciter la sympathie des Congolais. En effet, après cinq années d'une guerre qui a impliqué plusieurs armées des pays de l'Afrique centrale – y compris les FDLR- et dont l'issue était incertaine, la Communauté internationale a initié un dialogue inter-Congolais en Afrique du Sud dont le principal résultat fut la répartition des postes de pouvoir entre les belligérants en 2002. Pour certains Congolais et les FDLR, la même formule devrait s'appliquer au Rwanda pour permettre à ces dernières de participer au pouvoir.

Cependant cet appui des Congolais à la tenue d'un dialogue inter-Rwandais est contre-productif et irréaliste. Il permet en effet aux FDLR de trouver des raisons de demeurer sur le sol congolais, aggravant la misère des populations congolaises entières prises en otage par ces marchandages qui ne tiennent aucunement compte de leurs intérêts.

• **Combien sont les FDLR ?**

Il est d'autant plus difficile de connaître le chiffre exact des FDLR opérant au Congo que certains d'entre eux sont intégrés dans les FARDC. En 2001, le gouvernement de la RDC estimait à 6.000 le nombre d'éléments FDLR intégrés dans les FARDC et à 40.000 les FDLR présentes dans les deux Kivu. La mission onusienne MONUC estime, quant à elle, à 25.000 le nombre total des FDLR au Congo. Selon un rapport d'ICG du 23 mai 2003, on estimait à 8.000 FDLR présentes au Nord-Kivu et 14.000 au Sud-Kivu, soit un total de 22.000 éléments. Une recherche indépendante menée en 2007 revoit le chiffre à la baisse et estime à 7.000 les FDLR installées dans les deux Kivu. La dernière dépêche de la MONUC parle d'un total de 8.000 FDLR au Kivu dont 6.000 au Nord-Kivu et 2.000 au Sud-Kivu.

Le major Karim (nom de guerre) avec qui Pole Institute s'est entretenu à Walikale avance, quant à lui, le chiffre de 170.000 réfugiés Hutu rwandais (civils et militaires) dont 100.000 au Nord-Kivu. Ce chiffre qu'il avance est proche de 200.000 réfugiés Hutu rwandais qui manquaient à l'appel lors de la démolition de camps de réfugiés rwandais au Nord et au Sud Kivu en octobre 1996 ; il ne tient donc pas compte de retournés.

Dans ce territoire de Walikale qui échappe presque totalement au contrôle gouvernemental cependant, les statistiques officielles ne font aucune mention des FDLR, confirmant du coup que ces dernières sont en marge des structures et fonctionnent comme un Etat entièrement à part à l'intérieur des frontières congolaises. Selon Primo Pascal Rudahigwa, notre envoyé sur place, le rapport annuel 2007 du Territoire de Walikale estime la population congolaise à ±

878.140 personnes dont 232.318 hommes, 226.894 femmes, 257.998 garçons et 160.930 filles. Quant aux étrangers, ils sont 101 personnes dans le territoire de Walikale : 31 hommes, 33 femmes, 15 garçons et 22 filles qui sont regroupements employés par Agro – Action – Allemande (AAA) et Médecins Sans Frontières (MSF). *Ce rapport ne fait pas donc allusion aux réfugiés rwandais et aux FDLR pourtant éparpillés dans plusieurs groupements.*

Mais au-delà de ces contradictions des statistiques, les FDLR constituent une menace bien réelle pour les populations congolaises soumises à une occupation en règle par des forces étrangères qui bénéficient de la faiblesse des institutions congolaises pour évoluer comme en pays conquis sur des franges importantes du territoire national.

• Occupation territoriale au Nord Kivu et au Sud Kivu

Les combattants FDLR se retrouvent un peu partout à l’Est de la RDC. Dans la Collectivité de Bwisha, en Territoire de Rutshuru, « les combattants sont présents dans tous les groupements et ont plusieurs subdivisions », selon le Mwami Paul Ndeze. Ils occupent plusieurs zones dans le sud du Territoire de Lubero, et la recherche devrait s’étendre vers cette partie septentrionale de la province du Nord Kivu, ajoute le Révérend Mauka. Patrick Nyamatomwa, chercheur indépendant basé au Sud Kivu, égrène le chapelet de Collectivités contrôlées par les FDLR : Burhinyi, Lwindi, Basile, Wamuzimu, Itombwe, Lulenge, etc.

• Les populations congolaises en territoires FDLR : les dures réalités de l’occupation

1. *Se soumettre ou disparaître*

« Il faut éviter d’utiliser le concept « Intégration » lorsqu’on parle de la cohabitation forcée des populations congolaises avec les FDLR ; « intégration » est un concept noble. Il faut parler plutôt de « dictature », concept qui se décline en usage de la force, mépris, sabotage », fait remarquer un notable, originaire de Walikale.

Les populations congolaises vivant en zones FDLR sont de facto soumises au diktat de ces dernières. Contraintes de se soumettre à la loi du plus fort et aux exactions de toutes sortes, elles font souvent les frais de quelques velléités de traque de leurs « hôtes » de la part des FARDC ou d’autres initiatives de ce genre. Souvent prises entre deux feux, elles sont accusées de collaboration avec l’ennemi dès qu’elles bougent de leur ghetto pour se retrouver dans d’autres espaces de pouvoir, c’est-à-dire à un jet de pierre !

Sur le terrain, les FDLR posent des actes de souveraineté. Selon Monsieur Léon Bariyanga, Président de l’Assemblée provinciale du Nord Kivu, « A Rutshuru, les éléments FDLR assurent la sécurité (Katwiguru, Buramba, ...), distribuent les champs aux populations locales. Ils exploitent la braise. Ils exigent même la levée de la barrière de Kibati qui tente de bloquer l’exploitation de la braise à partir du bois du Parc National de Virunga et menacent de s’en prendre à la population si on continue à leur priver de cette importante source de revenus » !

A Walikale comme ailleurs, ceux qui ne veulent pas se soumettre aux lois des FDLR sont malmenés et fuient leur village. Quatre chefs des groupements ont ainsi abandonné leurs entités ; il s’agit de Chefs de groupement de Luberike, Ihana, Kisimba et Walowa Yungu.

Dans le même Territoire, les groupes armés nationaux peuvent contrôler quelques localités, à condition d’accepter de collaborer avec les FDLR. C’est le cas des Maï Maï de Tasibanga

dans le Kisimba, le PARECO dans le village de Kishanga, Mera et Kibabi sur l'axe Mpopi – Nyabyondo. Même la Police Nationale et les FARDC ne peuvent pas circuler sur les axes contrôlés par les FDLR sans leur autorisation. C'est ainsi qu'ils ne se concentrent qu'au chef-lieu du Territoire et sur l'axe Walikale – Mubi – Njingala – Bisie.

Des instances juridiques militaires et civiles -davantage militaires que civiles -opposables à eux-mêmes et aux Congolais ont été mises en place, et de nouvelles entités administratives créées, avec des noms des villes du Rwanda telles que Byumba II, Kigali II, Changugu II, Ruhengeri II, Butare II, etc. dans le Sud Kivu.

2. *Le nerf de la guerre*

Pour leur survie et les besoins logistiques de leurs activités, les FDLR exploitent les ressources naturelles et humaines abondantes dans les territoires qu'elles occupent. Elles sont dans l'exploitation artisanale des minerais d'or dans le Sud-Kivu, de la cassitérite dans le territoire de Walikale au Nord-Kivu, la commercialisation de ces minerais, le transport des civils et des marchandises, l'abattage des bêtes volées dans le Masisi dans les différents marchés à Walikale et ailleurs, la commercialisation des produits finis - notamment la bière - et leur transport entre Hombo et Walikale. « On pourrait même se demander si les dividendes qu'elles tirent du commerce au Congo ne portent pas ombrage à leur combat politique et militaire », s'interroge Aloys Tegera.

L'organisation FDLR a mis en place ses propres moyens de collecte de fonds, comme l'illustre cette nomenclature venue des carrés miniers du territoire de Mwenga, au Sud Kivu :
Dans chaque carré, il y a des taxes ci-après :

- Jeton ration : 1\$ par colis sortant ;
- Vignettes : 1\$ par semaine par personne ;
- Caution : 2\$ par semaine par personne ;
- Carte de creuseur pour le PDG : 35\$ par an par PDG ;
- Attestation de recensement pour le creuseur simple : 3\$ par an par personne ;
- Droit coutumier : forfaitaire ;
- Droit d'accès dans les carrés : 1,5\$ par personne par entrée ;
- Droit de sortie : 1,5\$ par personne par sortie ;
- Taxe de comité de creuseur : 1\$ par personne sortante et 1\$ par colis sortant ;
- Taxe de résident : 1\$ par semaine par personne ;
- Taxe de civilité ou de collaboration des PDG auprès des FDLR : 5\$ par semaine par PDG ;
- Taxe de lotissement : 10\$ par étendue à acquérir une fois pour toute ;
- Les acheteurs payent 1 kg de coltan ou de cassitérite pour chaque 10 kg achetés et sortis ;
- Les acheteurs payent 4\$ par semaine pour leur sécurité pour disposer d'un garde militaire jour et nuit ;

Dans ce même territoire de Mwenga, une taxe de 10 \$ appelée « taxe pour la libération du Rwanda » est imposée à tout Congolais âgé de plus de 17 ans depuis 2004. Au début elle était mensuelle, avant d'être trimestrielle aujourd'hui. Chaque chef de localité présente la liste de ses habitants ayant atteint cet âge, après un recensement supervisé par les FDLR.

En plus, les FDLR assurent la gestion de différents marchés locaux, parfois en collaboration avec les FARDC et la police congolaise. Dans certaines parties du Territoire de Fizi, par exemple, 35% des recettes des marchés reviennent aux FDLR. Ailleurs comme à Mwenga et une partie de Shabunda, elles prennent la totalité des taxes perçues. « Alors que l'on devrait

couper les vivres aux FDLR, l'Etat lui-même leur paie sa redevance en versant ces 35% de recettes des marchés !», s'indigne un député national.

S'agissant de l'exploitation de la cassitérite et des circuits commerciaux, les FDLR travaillent en étroite collaboration avec la 85^{ème} brigade du colonel congolais Samy. Or celui qui contrôle la cassitérite tient en main l'essentiel de l'économie de la partie sud du Nord Kivu. En effet, notre étude sur le flux du commerce transfrontalier a révélé que « pour la seule ville de Goma, la part de la cassitérite représente 66% de ses exportations, le wolframite 8%, le coltan 2% et l'or 1% ». ¹ Selon les statistiques de cette période, l'OFIDA de Goma avait enregistré 2 948 029 kg de cassitérite et toute la province avait engrangé 7 065 123, 14\$ de recettes grâce à cette ressource. Quelle est la part des FDLR dans l'exploitation de la cassitérite du Nord Kivu ? Quel mécanisme de traçabilité mettre en place pour évaluer les quantités de cassitérite exportées par les FDLR ? Autant de grandes questions qui demeurent sans réponse !

3. *Les FDLR, un problème congolais ?*

Pour Dominique Ekofo, Administrateur du Territoire de Rutshuru, « *le problème des FDLR est un problème purement congolais : les victimes (femmes, jeunes, enfants...) ne sont ni Belges, ni Français, ni Allemands ; ce sont des Congolais. La solution devrait être aussi congolaise* ». La dimension congolaise de la problématique FDLR est souvent occultée au niveau diplomatique où seuls les enjeux transfrontaliers et les relations inter-Etats sont pris en compte. Le pouvoir congolais lui-même, pourtant victime de la perte de contrôle de grands espaces au profit des activistes Rwandais des FDLR, ne semble pas mettre en exergue l'impact négatif de la présence de ces derniers sur son territoire et sur les populations congolaises. En définitive, seules les organisations non gouvernementales et les défenseurs des droits humains dénoncent le martyre imposé aux Congolais par les FDLR, auteurs de nombreuses exactions, notamment les viols et autres violences faits aux femmes.

Le problème des FDLR est aussi congolais de par leurs nombreuses alliances locales. Ainsi, il est difficile de mettre en lumière la traçabilité du commerce et autres activités économiques de ce groupe, la partie visible du business étant assurée par leurs alliés congolais. Ce sont ces derniers qui convoient leurs minerais vers les points de vente en ville ou qui exploitent leurs taxis motos à Rutshuru ! Plus loin, nous évoquerons les alliances des FDLR avec les hautes sphères du pouvoir pendant les périodes de guerre. Tant que ces alliances perdureront, tant que la dimension congolaise du problème sera minimisée voire ignorée, l'on aboutira pas à des solutions satisfaisantes.

Nous avons mentionné ci-haut la stratégie FDLR de susciter la sympathie des Congolais en posant comme préalable, à partir d'un pays tiers, la RDC, la tenue d'un dialogue inter-Rwandais. Au-delà de la sympathie, les Congolais, y compris les députés nationaux originaires du Nord et du Sud Kivu, soutiennent cette stratégie et cette revendication dont ils se font les relais à l'Assemblée nationale, dans la presse et dans d'autres fora.

Ainsi, lors de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les provinces du Nord et du Sud Kivu de janvier 2008, l'Honorable Sénateur Mulaila Thenga, qui avait présidé une mission de la Chambre Haute du Parlement à l'Est de la RDC, avait recommandé à la Communauté internationale de « *faire pression diplomatique au (sic !) le Rwanda afin qu'il s'ouvre à la démocratie et ouvre son espace vital et de liberté aux réfugiés Hutu et Tutsi. De*

¹ Pole Institute, Regards croisés n° 19 : Ressources naturelles et flux du commerce transfrontalier dans la Région des Grands Lacs, juillet 2007, p.24.

la sorte qu'il soit organisé le dialogue interwandais pour résoudre les problèmes interethnique et hégémonique qui se posent avec acuité et haine dans ce pays. »²

La question qui se pose ici est de savoir de quelle capacité et de quelle légitimité disposent les Congolais pour imposer ce dialogue. Nos élus devraient consacrer leur énergie et leur force de persuasion à convaincre les FDLR de regagner leur pays d'origine pour y faire valoir leurs revendications.

4. Alliance avec le diable ?

Suite à la reconnaissance internationale du génocide rwandais de 1994 et à la pression exercée sur ses présumés auteurs, les FDLR ont tenté de se démarquer de l'idéologie génocidaire en deux temps. D'une part, le mouvement déclare condamner le génocide et, d'autre part, il s'est choisi une direction d'hommes « irréprochables » de génocide, à la tête de laquelle se trouve Ignace Murwanashaka depuis 2000. Cet économiste vivait en Allemagne pendant que sur les collines du Rwanda se commettait l'innommable, et c'est de ce pays qu'il préside les FDLR. Cependant, cette façade « propre » cache mal le rôle réel que continuent à jouer les durs sur le terrain, dans les forêts congolaises. L'influence des tenants de l'idéologie du génocide est telle que même des jeunes recrues n'ayant pas a priori de passé génocidaire pensent qu'il est impérieux de tuer les Tutsi pour jouir du bien-être au Rwanda³. Ces deux faces cohabitent au sein des FDLR et tous les acteurs impliqués dans la recherche des solutions, y compris le gouvernement congolais, devraient en tenir compte.

Des rumeurs non encore confirmées par une étude indépendante parlent de jeunes Hutu de Rutshuru qui rejoindraient les rangs des FDLR actives dans ce territoire. Qu'est-ce que nos députés nationaux et provinciaux pourraient faire pour mettre fin à cette aventure dans laquelle nos jeunes Congolais s'engagent sans nécessairement réaliser la portée nationale et l'impact sous-régional d'une telle alliance ?

2) De l'option coercitive contre les FDLR

« Face au phénomène FDLR, la RDC a toujours développé des **scénarii catastrophiques**, selon un Sénateur honoraire. En 1996 l'AFDL a déclenché sa guerre avec entre autres objectifs, le démantèlement des camps des réfugiés Rwandais. Douze ans plus tard, nous en sommes encore à parler des FDLR ; ce fut un échec. La guerre du RCD en 1998 finit dans l'enlèvement : échec ! Le Communiqué de Nairobi, quant à lui, est doublement catastrophique. Il prône l'usage de la force et parle de Combattants FDLR éligibles à la nationalité congolaise ! Les Congolais sont-ils prêts à voir les FDLR devenir Congolais ? Sommes-nous arrivés au bout de la pensée, pour ne produire que des actions catastrophiques ? », s'interroge Denis Masumbuko Ngwasi, sénateur honoraire.

Aloys Tegera, quant à lui, dénonce les solutions politiques et militaires **mal négociées, mal conçues et mal préparées** :

« De solutions politiques et militaires mal négociées, mal conçues et mal préparées contre les FDLR se sont toutes soldées par un échec et la récupération par ces dernières des territoires et des espaces vides abandonnés par les armées étrangères et nationales.

² Message de la Délégation du Sénat à la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, p.6.

³ « We have to kill Tutsis wherever they are », in The Guardian, Friday May 16 2008

- Le retrait de l'armée patriotique rwandaise (APR) en octobre 2002 a rendu possible la mainmise des FDLR sur certaines parties du Sud Kivu et du territoire de Walikale au Nord-Kivu.
- L'envoi des troupes venues de l'ouest par Joseph Kabila en décembre 2004 pour faire sauter le dernier verrou au Nord-Kivu a contraint la brigade non brassée du commandant Wilson à se retirer de Walikale. Ce territoire est aujourd'hui sous contrôle du colonel Sami ex-Mayi mayi originaire de Ntoto qui commande la 85^{ème} brigade qui collabore avec les FDLR. Les deux groupes ont la mainmise sur toute l'exploitation artisanale de la cassitérite et son acheminement vers les points de vente à Bukavu, à Goma et à Kisangani ainsi que sur diverses autres activités économiques.
- L'échec du processus de mixage et le retranchement des troupes du CNDP de Laurent Nkunda autour de Runyoni en territoire de Rutshuru ont permis aux FDLR d'occuper sans faille tout l'axe Kiwanja – Ishasha et une grande partie du Busanza.

Toute initiative militaire contre les FDLR devra tenir compte de tous ces échecs aux conséquences multiples enregistrées ces dernières années et se garder d'agir dans la précipitation sans objectifs et sans plan clairement définis.»

L'ultimatum initialement lancé aux FDLR pour un rapatriement volontaire avant le 15 mars 08 a été reporté au 15 juin 08 et jusqu'à cette date, rien ne semble indiquer que la RDC dispose désormais d'un plan clair de gestion de cet épineux dossier. La récente réunion des émissaires du gouvernement de Kinshasa avec les FDLR à Kisangani le 26 mai 2008 illustre la cacophonie qui entoure ce dossier. En effet, alors que les médias congolais se félicitaient de la tenue de cette rencontre, « les FDLR inform(ai)ent le public, les médias et la communauté Internationale que cette réunion de Kisangani est une rencontre organisée par le gouvernement de la RDC avec des dissidents qui ont été exclus des FDLR pour haute trahison. Par conséquent, les FDLR déclarent que les résolutions qui sortiraient de cette réunion ne sauraient en aucun cas engager l'Organisation ».⁴

Une approche plus efficace que les solutions militaires qui s'enlisent dans une impasse serait le désenclavement des marchés intérieurs sous contrôle économique des FDLR et les ouvrir à un commerce ordinaire accessible à tous les citoyens congolais. Des infrastructures routières, solides et durables devraient être mises en place entre Goma et Walikale et Bukavu et Walikale. En ouvrant au commerce ces zones isolées devenues le sanctuaire des FDLR on contribuerait à leur démilitarisation. L'attrait pour le commerce pourrait éventuellement supplanter la dépendance vis – à – vis de l'AK 47 pour la survie. *Mais l'enclavement n'a-t-il pas été voulu comme stratégie politique par les gouvernements successifs en RDC depuis Mobutu pour empêcher une véritable communication entre les forces populaires en RDC? Ici aussi il y a un mur mental à briser.*

3) Vers une option négociée de la problématique FDLR : opportunités et handicaps de la RDC

• Opportunités

La RDC dispose d'importants atouts pour une approche négociée de ce problème FDLR. Tout d'abord, les institutions actuelles jouissent de la légitimité issue des élections nationales

⁴ « Congo-Kinshasa: Les FDLR ne participent pas à la réunion organisée par le Gouvernement de la RDC », in *La Prospérité* (Kinshasa), publié sur le web le 27 Mai 2008

et provinciales. Elles devraient donc être plus à l'aise dans la mise en place d'une politique et d'une diplomatie courageuses, visant à résoudre durablement les problèmes internes et sous-régionaux, au lieu de s'enliser dans une spirale de guerres épisodiques dont le seul résultat est le martyre des populations civiles. Celles-ci, exacerbées, commencent à se poser des questions quant aux dividendes de leur vote. Le problème FDLR ayant une importante dimension sous-régionale, la RDC devrait impérativement normaliser ses relations avec son voisin Rwandais pour qu'un cadre serein soit mis en place pour une gestion commune de ce dossier, au besoin avec l'accompagnement de la Communauté internationale qui semble disposée à trouver une issue à cette question.

Ce ras-le-bol des Congolais fatigués par la guerre pourrait être un atout si l'Etat le prenait comme une interpellation exigeant une réponse urgente. Mais en le laissant pourrir, ce serait une bombe à retardement politique qui ferait très mal lors des échéances électorales à venir. L'acte d'engagement de Goma en tant qu'un appel à « faire les choses autrement » constitue également une opportunité pour la RDC de sortir des logiques bellicistes.

Handicaps

Ces opportunités ne devraient cependant pas occulter les handicaps réels de la RDC face à la problématique FDLR. Certains handicaps sont d'ordre institutionnel, comme la faiblesse de l'armée et des institutions ; d'autres sont inhérents aux relations complexes entretenues par les FDLR avec le pouvoir en place et même avec les populations civiles.

1. Les FDLR sont intégrées dans l'armée nationale

L'intégration des FDLR dans les FARDC n'est plus à démontrer, le débat se situe plutôt au niveau des statistiques. *Certes, des gestes symboliques ont été posés.* Ainsi, face aux pressions internationales exercées sur Joseph Kabila pour qu'il désarme les responsables du génocide rwandais présents en RDC, le président congolais demanda aux FDLR de lui donner une brigade qu'il désarmerait, cantonnerait et montrerait à la face du monde comme les seuls soldats rwandais à sa disposition. La brigade 1780 fut choisie, confinée à Kamina et ses armes et munitions brûlées devant les caméras internationales le 12 septembre 2001. Mais les services rendus par les supplétifs Rwandais continuent à plomber toute tentative d'action contre eux de la part du gouvernement.

Sur le terrain de la sécurisation des espaces et la gestion des ressources, les FARDC continuent à « fraterniser » avec les FDLR. *« Les uns vivent des pillages accompagnés des violences de toutes sortes et une profonde destruction de notre environnement. Les autres par contre ont adopté le Congo comme étant leur seconde patrie, ils sont actifs dans les actions positives et concluent même des mariages avec les Congolaises. Ils portent des armes et sont camarades à nos militaires. Dans le cadre de la mission militaire, ils s'entraident. »*, selon Mwami Paul Ndeze.

Les FDLR disent même suppléer aux insuffisances de FARDC. *« C'est grâce à nous que Laurent Nkunda ne parvient pas à déborder jusque dans le Territoire de Walikale »*, clament le Major Karim et le capitaine Rwaka Vital. Ils ont également mis à leur actif la récupération de la position de Katala dans le Masisi après la débandade de la brigade du Colonel Yav en décembre 2006.

5. Ils sont déjà mariés à nos filles.

Les mariages entre les FDLR et les populations congolaises ont rendu possible leur intégration dans le tissu sociologique local. Elles sont aujourd'hui considérées comme des gendres, des oncles par les Congolais eux-mêmes. Une offensive militaire contre elles rencontre certaines appréhensions et hésitations parmi les populations locales qui entrevoient le nombre de veuves, neveux et nièces à leur charge dans un contexte de misère exacerbée par les guerres de ces quinze dernières années.

6. Absence d'un plan clair de la gestion du problème FDLR

La diplomatie et la politique nationales sont balbutiantes, notamment autour de la question des FDLR. « Les FDLR sont marginalisés, « secondarisés » dans le discours officiel », s'insurge un participant. La question est gérée (ou gelée ?) au plus haut niveau de la République, sans que les autorités locales y soient activement associées. Les élus locaux, les notables et les populations devraient jouer un rôle plus actif dans la recherche des pistes de solutions, au lieu d'assister impuissants au « transfert des responsabilités », comme ce fut le cas lors de la Conférence du mois de janvier 2008 à Goma, lorsque les participants décidèrent de verser le dossier dans la corbeille du Communiqué de Nairobi !

7. Absence d'une armée véritable

La RDC ne dispose pas encore d'une armée capable de faire face aux fantassins FDLR, qui ont créé des boulevards de mobilité dans les forêts congolaises et qui disposent d'un arsenal militaire impressionnant, acquis grâce à tous les mécanismes d'enrichissement qu'elles ont développés. L'armée nationale congolaise, dans son état actuel, reste composite, et a du mal à se constituer en corps à partir des différents groupes d'origine. Elle manque de formation et d'encadrement ; les soldes sont insignifiants et parfois détournés par des officiers véreux. Les hommes de troupe, condamnés à lutter pour la survie, recourent au rançonnement des civils et à d'autres actes d'indiscipline.

La présence de plusieurs groupes armés au Congo ne facilite pas la tâche à cette armée en gestation, partagée entre plusieurs fronts aux contours mal définis.

4) Pour conclure

Concluons cette synthèse avec Sébastien Matenda, qui essaie de remonter les voix du sud Kivu vers les sphères de décision :

« Dans cet espace rural forestier devenu sanctuaire des FDLR qui y font la loi calmement, la population n'ayant aucun moyen de se défendre contre ces hôtes s'est résignée à cohabiter avec eux, malgré les tares d'occupation. Face au silence des autorités politico-administratives et militaires, ces populations locales ne cessent de se poser la question de savoir si la communauté nationale ou internationale est au courant de ce qui se passe dans cette partie du pays et si ces exactions subies pourront prendre fin un jour. Cette population victime qui ne sait à quel saint se vouer pour trouver la paix et la tranquillité et nourrit parfois les ambitions de s'armer pour s'occuper elle-même de sa propre sécurité, l'Etat étant incapable de le faire. »

Deuxième partie : Exposés

LA CONFERENCE DE GOMA ET LA QUESTION DE LA PRESENCE DES FDLR AU SUD ET NORD-KIVU : ETAT DES LIEUX.

Par Aloys Tegera,

Manager de Pole Institute

La conférence sur la paix, la sécurité et le développement des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu tenue à Goma du 6 au 23 janvier 2008 s'est soldée par la signature d'un Acte d'engagement des groupes armés, du gouvernement congolais et des représentants de la Communauté internationale. Au regard de la décision précipitée de tenir une telle conférence au lendemain de la défaite militaire des Forces Armées de la République Démocratiques du Congo (FARDC) à Mushaki en décembre 2007, l'impréparation et les difficultés logistiques subséquentes, la signature de cet acte d'engagement fut un soulagement pour nombre d'observateurs et un signe d'espoir pour les deux Kivu. D'abord cet acte d'engagement offre un cadre de travail intéressant pour les parties en conflit. Pour le Président de la République acculé par les va-t-en guerre autour de lui, il peut utiliser cet acte d'engagement comme un événement fondateur pour faire les choses autrement. A son arrivée au pouvoir en janvier 2001 il a su privilégier une solution négociée avec les belligérants et rien ne l'empêche de recourir à la même stratégie qui lui avait valu le respect au sein de la communauté nationale et internationale. Pour les différents groupes armés, la conférence de Goma a été une occasion de reconnaissance dans la mesure où elle leur a permis de sortir de la clandestinité pour devenir des acteurs fréquentables dans les négociations en cours.

Cet acte d'engagement est dans l'ensemble accueilli comme un panneau indicateur qui montre la bonne direction à prendre. Cependant tout panneau indicateur n'indique que la direction et la distance à parcourir, il revient aux acteurs significatifs engagés dans la négociation de prendre résolument la route et mener à bout la course entreprise. Le désaccord actuel entre le gouvernement et le CNDP autour du contenu de l'ordonnance portant création de la commission technique mixte montre qu'il y aura sur le chemin à parcourir du mauvais temps et du brouillard. Mais s'il y a une volonté de se dépasser de la part des parties en négociations, il y aura toujours une lumière au bout du tunnel. Le succès comme l'échec de l'acte d'engagement signé dépend en définitive de ses propres signataires.

Ceci dit, le plus difficile reste la question de la présence des FDLR que la Conférence de Goma souhaite résoudre dans le cadre des accords de Nairobi signés en novembre 2007 entre le Rwanda, les Etats Unis et la République Démocratique du Congo. D'aucuns s'inquiètent de ce transfert de compétence à une tripartite dont les rouages du fonctionnement restent encore à mettre en place. Dans l'entre-temps, les FDLR arrivées au Kivu en juillet 1994, et dont certains parmi les dirigeants sont accusés d'avoir participé activement au génocide rwandais, font la pluie et le beau temps dans plusieurs zones du Nord et Sud-Kivu. Finalement qui sont ces FDLR qui ont pris en étau les deux Kivu et dont dépend toute paix durable dans la sous-région des Grands Lacs ?

Tous coupables, tous responsables.

Tout commence avec le génocide rwandais de 1994 au cœur du débat entre Rwandais vivant au pays et Rwandais de la diaspora. Depuis lors, la réalité de ce génocide est désormais reconnue par le monde entier, mais elle est appréhendée différemment au sein de réfugiés Hutu rwandais, installés au Sud et au Nord-Kivu et ailleurs dans le monde.

Face à l'innommable, la question de la responsabilité du génocide et des massacres fait son chemin dans les débats et inquiète des groupes précis parmi les réfugiés Hutu rwandais au Kivu. Entre octobre 1994 et avril 1995 à Bukavu et dans le camp de Mugunga au Nord-Kivu, le parti du Rassemblement pour la Démocratie et le retour des Réfugiés (R.D.R) est créé et présidé par François Nzabahimana, membre du comité de rédaction de la revue « Dialogue », désormais installée à Bruxelles.

Pour J.P. Chrétien, « Les thèses de cette mouvance qui se présente comme une « troisième voie » sont simples : le génocide n'est qu'un aspect des massacres de « la guerre », les victimes du F.P.R. ont été nombreuses (ce qui n'est pas inexact) et auraient l'ampleur d'un autre génocide, qui celui-là serait resté secret. Ce « double génocide » est inscrit dans la confrontation pluriséculaire entre Hutu et Tutsi et il est même suggéré que celui de 1994 serait un montage médiatique dû à la fourberie tutsi. Dès lors, la seule issue serait le pardon réciproque et la négociation entre le gouvernement tutsi de Kigali et les représentants des réfugiés Hutu. Sinon la revanche serait inévitable... Tout se passe comme si, en Europe en particulier, on voulait contraindre Kigali à négocier avec ces forces, sur la base d'une amnistie générale et d'un compromis fondé sur le dualisme ethnique. En « équilibrant » les responsabilités de 1994, l'idéologie négationniste visait effectivement à culpabiliser globalement les deux « camps », Tutsi et Hutu, pour mieux innocenter tout le monde, à commencer par les promoteurs mêmes du génocide ».⁵

Les thèses du RDR furent officiellement endossées par le haut commandement des ex-FAR lors d'une rencontre organisée à Bukavu du 28 au 29 avril 1995 dans laquelle ces officiers supérieurs⁶ de l'armée de Habyarimana allèrent plus loin en proposant que le gouvernement en exil soit tout simplement remplacé par le RDR pour la défense de leurs intérêts. Le secrétariat exécutif dirigé par l'ancien gouverneur de la Banque du Rwanda Denis Ntirugirimabazi fut installé à Nairobi au Kenya. L'aile militaire et politique fonctionnèrent tant bien que mal jusqu'au début de 1996 quand une affaire d'argent opposant le président François Nzabahimana au Général Major Augustin Bizimungu et au Colonel André Bizimana provoqua le début de la fin du mouvement.⁷

Pour les populations congolaises, les réfugiés Hutu rwandais installés au Sud et Nord-Kivu à la frontière avec le Rwanda, bien que soutenus par un régime Mobutu visiblement à la dérive et en fin de règne, sont un désastre écologique pour la faune et la flore du Parc National des Virunga, mais aussi une crise humanitaire pour les populations de la petite ville de Goma envahie et submergée par la marée humaine rwandaise. Leur proximité avec la frontière avec le Rwanda constituait aussi une base pour lancer les raids contre des rescapés témoins du génocide.

Une machine militaire composée par les ex-FAR et les milices Interahamwe s'organise et représente l'aile combattante du RDR. Les entraînements et les détournements de l'aide alimentaire se passent sous l'œil complaisant du HCR. Ses raids ciblés entre 1995 et mi-1996 évitent dans l'ensemble une confrontation directe avec l'Armée patriotique rwandaise (APR).

⁵ CHRETIEN, J.P., *L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire*, Aubier, Paris, 2000, pp. 296 – 297.

⁶ Il y avait dans cette rencontre : le Général Major Augustin Bizimungu, le Général de Brigade Gratien Kabiligi, les Colonels Murasampongo, Aloys Ntiwiragabo, Vénant Musonera, les Lieutenants- Colonels Juvénal Bahufite, Antoine Sebahire, Augustin Rwamanywa, Paul Rwarakabije, Edouard Gasarabwe, Dr. Baransalitse, les Majors Aloys Ntabakuze, Théophile Gakara et François-Xavier Nzuwonemeye. Voir African Rights, « A welcome expression of intent. The Nairobi communique and the ex.FAR/Interahamwe », Décembre 2007, p. 12.

⁷ African Rights, *ibid*, p. 13.

Alliance avec Laurent Kabila et création de l'ALIR.

Le démantèlement des camps de réfugiés Hutu rwandais en automne 1996 par l'APR, leur dispersion et le massacre de plusieurs parmi eux par les troupes de l'AFDL appuyées par l'armée rwandaise marque le début de la complexité et de l'enlisement de la question de réfugiés Hutu rwandais et plus particulièrement de leur composante armée.

L'alliance entre Laurent Kabila et ses parrains rwandais fut de courte durée et sa tentative de s'affranchir définitivement de ces derniers déclencha en août 1998 une deuxième rébellion, celle du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD). Face à une coalition des rebelles appuyés par le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi, Laurent Kabila ne trouva pas mieux que de s'allier les ex-FAR et Interahamwe rwandais qui venaient de jouer un rôle important dans la conquête du pouvoir par Sassou Nguesso au Congo Brazzaville contre le président élu Pascal Lissouba.

Selon un rapport d'International Crisis Group (ICG) daté du 10 août 1998, une délégation des ex-FAR se rendit à Lubumbashi pour rencontrer Laurent Kabila et, au terme d'un mois de négociations, une sorte de « gentlemen's agreement » fut conclu le 10 septembre 1998. Selon cet accord les ex-FAR et Interahamwe prêteraient main forte à Laurent Kabila dans sa lutte contre l'agression à l'Est de la RD Congo et ce dernier, en retour, mettrait à leur disposition la logistique nécessaire dans leur effort de reconquérir le Rwanda. Notons les figures proches de Laurent Kabila au cœur de ce rapprochement, Victor Mpyo, Didier Kazadi Nyembwe et Mwenze Kongolo. Et du côté de réfugiés Hutu rwandais le colonel André Bizimana et le Dr Casimir Bizimungu seraient les personnes clés de cette alliance.⁸ Il y aurait aussi un homme discret et plutôt peu connu, Fabien Singawe, ancien ambassadeur du Rwanda en Suisse qui a contribué à rendre possible ce rapprochement.⁹

Entre-temps, dès juillet 1998, trois officiers supérieurs, Léonard Nkundiye, Paul Rwarakabije, et Gaston Iyamuremye se sont infiltrés au Rwanda pour commander une insurrection dans le nord-ouest du pays, à Ruhengeri et Gisenyi.¹⁰ Parallèlement à l'organisation et à la structuration des activités des insurgés au nord du Rwanda, une force armée composée d'éléments des ex-FAR et milices Interahamwe venus de plusieurs pays¹¹ où ils avaient été dispersés lors de la conquête du pouvoir par l'AFDL s'organise à Kinshasa et se nomme l'Armée de Libération du Rwanda (ALIR). Contrairement à la naissance du RDR et ses difficultés avec la branche armée, ALIR se dota d'une branche politique chargée de la mobilisation populaire nommée PALIR (People's Army for the Liberation of Rwanda).

A ses débuts, les effectifs de l'ALIR sont estimés à 11.000 hommes¹² et ses brigades sont basées à Kamina, Lubumbashi (province du Katanga), à Mbuji-Mayi (province du Kasai), et deux bataillons à Mbandaka et Ikela (province de l'Equateur). Avec l'aide de l'aviation et de l'artillerie zimbabwéennes et angolaises, les ex-FAR et Interahamwe furent un allié de poids à Laurent Kabila dans la partie ouest et sud-est du pays.

La déroute de l'insurrection dans le nord-ouest du Rwanda, notamment après la mort des officiers Nkundiye et Mugemanyi, déversa ses effectifs restants, sous la conduite de Paul

⁸ African Rights, *ibid*, p. 17

⁹ TSHITENGE LUBABU, « Qui sont les FDLR ? », *Jeune Afrique*, du 2 décembre 2007.

¹⁰ African Rights, *ibid*, p. 15.

¹¹ Il s'agit principalement du Congo Brazzaville et la République Centre Africaine

¹² Le Major Mugaragu venu de Brazzaville à la tête de 2200 hommes entra à Kinshasa le 5 octobre 1998, Evariste Nyampame qui était en République Centre Africaine en compagnie de Sylvestre Mudacumura répondit à l'appel de Laurent Kabila avec un groupe estimé à 380 hommes. Voir African Rights, *ibid*, p. 18

Rwarakabije dans le Masisi (province du Nord Kivu) en octobre 1998.¹³ Cependant il faudra attendre 2001 pour que les forces de l'ALIR soient définitivement mises hors d'état de nuire dans l'ensemble du pays au Rwanda.

La création du CCR.

La défaite de l'ALIR au Rwanda coïncida avec son inclusion sur la liste américaine d'organisations terroristes, ce qui gênait le gouvernement de Laurent Kabila, allié à ce mouvement. Ce dernier, contraint de se réinventer une identité, se transforma en CCR (Comité de Coordination pour la Résistance), sous la présidence du Dr Casimir Bizimungu. Le comité directeur comprenait en outre le colonel Tharcisse Renzaho (secrétaire exécutif et chef de l'armée), Hyacinthe Rafiki, ancien ministre des travaux publics (chargé de la documentation et sécurité), le colonel André Bizimana (chargé de renseignements), le colonel Aloys Ntiwirigaba (chargé de la logistique), et le colonel Jean-Bosco Ruhorahoza (chargé du recrutement et des opérations). Cependant, les dissensions internes autour du pouvoir au sein du CCR provoqua l'éclatement du comité et, dans la foulée de ces querelles, les FDLR furent créées.

Les FDLR dans le sillage de Laurent Kabila.

L'idée de fonder ce mouvement armé revient au colonel Aloys Ntiwirigaba et à Hyacinthe Rafiki. A ses débuts la direction du mouvement est purement militaire. Son commandant, le colonel Ntiwirigaba, était basé à l'époque à Kinshasa et son second, le colonel Renzaho, à Lubumbashi. Ils bénéficient de l'appui d'autres officiers tels Sylvestre Mudacumura à l'époque basé à Pweto, Bernard Uwizeyimana et André Bizimana.

Dans le contexte d'une guerre qui s'installait dans la durée avec un Laurent Kabila incapable de reprendre les territoires perdus à l'Est du Congo et les rebelles tenus en échec par les troupes zimbabwéennes et angolaises aidées par les ex-FAR et Interahamwe rwandais dans le Kasai, le Katanga et à l'Equateur, un dialogue politique fut initié. Les négociations entre belligérants qui aboutirent aux accords de Lusaka en juillet 1999 qualifièrent les FDLR et d'autres groupes armés supplétifs aux forces de Laurent Kabila de « forces négatives ». Cet isolement obligea Laurent Kabila à forger une grande coalition entre les FDLR et les milices Mayi Mayi pour, d'une part, rapprocher les Rwandais de populations congolaises et, d'autre part, présenter le combat des milices Mayi Mayi comme un acte patriotique et dans la foulée dissimuler l'identité rwandaise des FDLR, principale force combattante de cette coalition dans les deux Kivu. Cette stratégie est à la base d'une convention signée entre le représentant des Mayi Mayi au Sud-Kivu, l'actuel général Kalendo Bulenda alias Padiri et Paul Rwarakabije en 1999.¹⁴

La défaite militaire à Pweto, un tournant pour les FDLR

La défaite militaire de Laurent Kabila à Pweto en juillet 2000 marque un tournant dans ses relations avec les FDLR. D'une part la désintégration de son armée et la perte d'une grande quantité d'armes au profit de l'APR rendait plus que jamais caduc tout espoir de reconquérir les régions de l'est du pays et encore moins de tenir sa promesse d'aider les FDLR à retourner au Rwanda avec les armes. A cela s'ajoutait les critiques des troupes étrangères notamment zimbabwéennes pour qui les Forces Armées Congolaises étaient une bande d'incapables difficiles à aider sans prendre sur soi d'énormes pertes ainsi que les pressions internationales

¹³ TSHITENGE LUBABU, *ibid* ; African Rights, *ibid*

¹⁴ African Rights, *ibid*, p. 20

exercées sur Kabila pour qu'il désarme les ex-FAR/Interahamwe responsables du génocide rwandais. Laurent Kabila se résolut à convertir les promesses militaires faites aux FDLR en un engagement politique à leur faveur.

Concrètement, il fallait dans un premier temps que les FDLR lui donnent une brigade qu'il désarmerait, cantonnerait et montrerait à la face du monde comme les seuls soldats rwandais à sa disposition et, dans un deuxième temps, il était impératif que les FDLR se choisissent un dirigeant qui n'a pas été, de près ou de loin, impliqué dans le génocide rwandais. La brigade 1780 commandée par le colonel Ndagijimana fut choisie, confinée à Kamina et ses armes et munitions brûlées devant les cameras internationales et Ignace Murwanashyaka fut nommé comme le nouveau président des FDLR. La nomination de cet économiste qui se trouvait en Allemagne dès 1989 fut entérinée lors du congrès des FDLR en octobre 2000.¹⁵ Le congrès désigna aussi son 1^{er} vice-président, Jean Marie-Vianney Higiroy, le 2^{ème} vice-président, Paul Rwarakabije et le secrétaire exécutif, Alexis Nshimiyimana.

Assassinat de Laurent Kabila et réorientation des FDLR

L'assassinat de Laurent Kabila le 16 janvier 2001 et son remplacement par son fils Joseph Kabila ouvert à un dialogue politique avec les belligérants -contrairement à son père - provoqua de grosses inquiétudes au sein des FDLR. Il fallait que ces derniers apprennent à intégrer la dimension politique dans leur combat. Leurs inquiétudes furent exacerbées par la décision des Etats-Unis en juillet 2002 de récompenser en millions de dollars américains quiconque arrêterait les personnes responsables du génocide rwandais accusées et dispersées à travers le monde. Parallèlement à l'initiative américaine, en date du 31 juillet 2002, l'accord de Pretoria entre le Rwanda et la RDC fut signé. Selon cet accord, le Rwanda s'engageait à retirer son armée du Congo et en retour, la RDC devait interdire les activités politiques des FDLR sur son sol et expulser leurs leaders endéans 72 heures. Effectivement un mois plus tard le Général Major Augustin Bizimungu fut arrêté en Angola le 2 août 2002, Tharcisse Renzaho fut à son tour arrêté en RD Congo le 29 septembre 2002 et enfin dix de leaders FDLR cantonnés à Kamina furent transférés au Rwanda. Ces arrestations et expulsions de personnalités de haut niveau de l'Etat major des ex-FAR/Interahamwe obligèrent la branche armée des FDLR se trouvant à l'ouest de rejoindre les forces de Paul Rwarakabije à l'Est du pays et le 15 février 2003, les forces conduites par Mudacumura arrivèrent à Kilembwe au Sud-Kivu.

Cette union des forces venues de l'ouest (ALIR 2) avec celles installées à l'est (FDLR-FOCA¹⁶) ne durera pas longtemps car en date du 15 novembre 2003, le commandant de la branche armée FDLR – FOCA et 2^{ème} vice-président des FDLR, le Général de Brigade Paul Rwarakabije, se décide de retourner au Rwanda accompagné de 160 hommes dont 4 officiers supérieurs et 3 jeunes officiers.¹⁷ Les forces restantes sont réorganisées et commandées par le Général Major Sylvestre Mudacumura.

Le poids du génocide et l'appétit pour l'argent.

Face à la nouvelle orientation politique de Joseph Kabila de privilégier le dialogue pour mettre fin à la guerre du Congo, les FDLR voient leur importance stratégique baisser. En outre, des dissensions apparaissent au sein du mouvement pour deux raisons principales.

¹⁵ African Rights, *ibid*, p. 21

¹⁶ Forces Combattantes Abacunguzi en sigle FOCA

¹⁷ SEZIBERA R, « Development Partner's Meeting », Kigali, December 1-2, 2005.

La première, c'est le degré de responsabilité de certains officiers supérieurs dans le génocide rwandais face aux jeunes recrues principalement en exil et qui n'ont pas participé comme tel aux horreurs du génocide. Le choix d'Ignace Murwanashyaka, nous l'avons dit, était essentiellement une tentative de rendre propre la représentation des FDLR. Tout comme le communiqué de Rome signé le 30 mars 2003 par lui-même au terme des négociations facilitées par la communauté Saint Egidio dans lequel - « les FDLR condamnent le génocide commis au Rwanda et leurs auteurs. Elles s'engagent à lutter contre toute idéologie de haine ethnique et renouvellent leur volonté de coopérer avec la justice internationale » - est une autre tentative d'en faire un mouvement politiquement correct et digne de ce nom.¹⁸ Sur le terrain, un tel virage est tout simplement ressenti comme une trahison par le commandement militaire aux mains des officiers qui ont trempé dans le génocide rwandais.

La deuxième raison de dissensions internes du mouvement concerne l'argent. Ainsi le positionnement idéologique face au génocide rwandais et l'argent sont à la base de plusieurs scissions et restructurations des FDLR dans les forêts du Congo, dont les principales ailes sont :

- **Le RUD-URUNANA (Rassemblement pour l'Unité et la Démocratie).**

Il a été créé par Jean Marie-Vianney Higiroy en collaboration avec Félicien Kanyamibwa le 12 septembre 2004 en rupture avec Ignace Murwanashyaka. Le RUD – URUNANA bénéficie depuis juin 2006 de l'appui militaire de AN-Imboneza suite à une dispute autour de l'argent entre Mudacumura et le colonel Jean-Damascène Ndibabaje, alias Musare. Son Etat-Major serait composé de : Colonel Ndibabaje, alias Musare (commandant suprême), Lt.Col. Martin Nzitonda (Commandant adjoint), Lt.Col. Bernard Hitimana (Administration et personnel), Lt.Col. Nteziyaremye (Renseignement), Lt.Col. Nzitonda (Recrutement et opérations), Sous Lt. Samuel Bahemba (Logistique), Major Victor (nom de guerre) (Mobilisation politique). Cette brigade de Ndibabaje est plutôt divisée en quatre compagnies à cause du nombre réduit de ses effectifs.

- **Le CMC-FOCA (Commandement Militaire pour le Changement).**

Il fut créé en juin 2005 par le Général Major Séraphin Bizimungu, alias Amani Mahoro, suite à un désaccord autour du communiqué de Rome entre Bizimungu et le Général Major Mudacumura commandant de FDLR-FOCA. Bizimungu reçut l'appui du colonel Nsabimana, alias Rubasha, et d'un autre officier, Balthazar Ntakamarishavu. Quand en décembre 2005 Bizimungu décida de retourner au Rwanda, il fut remplacé par Christophe Hakizabera à la tête du mouvement.

- **Les Rasta**

Ils sont plutôt une faction constituée d'éléments hétéroclites issus des FDLR, des Mayi Mayi et milices shi Mudundu 40 qui se sont illustrés par leur brutalité, massacres, vols, viols et pillages des populations civiles dans le Sud-Kivu.

¹⁸ GESLIN Jean-Dominique, « Démobilisation générale », J.A., du 10 avril 2005.

Les FDLR : une machine de guerre bien structurée.

Malgré ces dissensions internes, les FDLR demeurent une machine militaire et politique structurée autour de son Etat-Major¹⁹ composé de deux ailes, politique et militaire par les personnes suivantes :

Direction politique, officiellement basée dans la localité de Mbeshimbeshi, groupement Ufamando 2, Collectivité Katoyi en territoire de Masisi :

- Ignace Murwanashyaka, président, résidant à Berlin en Allemagne.
- Straton Musoni, vice-président, vivant en Allemagne.
- Général de Brigade Gaston Iyamuremye, sur le terrain à Masisi
- Callixte Mbarushimana, secrétaire exécutif, installé à Paris, France
- Colonel Rumbago (nom de guerre), secrétaire exécutif adjoint, à Masisi
- Jean Marie-Vianney Nyawenda, directeur de cabinet de Murwanashyaka sur le terrain à Masisi.

Secrétariat Exécutif :

- Secrétaire Exécutif : Callixte Mbarushimana
- Commission Défense et Sécurité : Général de Brigade Appolinaire Hakizimana
- Commission Finances et Patrimoine : Gilbert Rucira
- Commission politique : un ingénieur originaire de Kibuye ancien patron d'une société de construction nommée SOCOFI.
- Affaires sociales et éducation : Gabriel Kabanda
- Information : Ignace Nkaka.
- Mobilisation et propagande : Enock Dusabe
- Genre : Eugénie Niyonizigiye
- Relations extérieures : Juma Ngirishuti
- Droits humains : Basabose Testament

Direction militaire, officiellement basée dans la localité de Kalonge, groupement Ufamando 2, Collectivité de Katoyi en territoire de Masisi :

- Commandant suprême : Général Major Sylvestre Mudacumura
- Commandant adjoint : Stanislas Nzeyimana, alias Bigaruka.
- Chef d'Etat major : Général de Brigade Léodomir Mugaragu
- Administration et personnel (G1) : Colonel Donath Habimana
- Renseignement (G2) : Lieutenant colonel Bizumuremyi
- Recrutement, entraînement et opérations (G3) : Colonel Cyprien Uzabakiriho, alias Tedeum
- Logistique (G4) : Lieutenant Colonel Samuel Rucogoza
- Mobilisation politique (G5) : Lieutenant Colonel Amri Bizimana, alias Idrissa.

Il existe deux divisions militaires des FDLR au Sud et Nord-Kivu.

¹⁹ Cette structure des FDLR correspond aux informations disponibles recueillies fin décembre 2007. cf. African Rights, pp. 25 – 30.

La division au Nord-Kivu est composée de :

- Commandant de la division : Colonel Pacifique Ntawunguka, alias Omega
- Commandant adjoint : Lt. Colonel Ezéchiel Gakwerere
- Administration et personnel : Lt.Colonel Sébastien Uwimbabazi, alias Manzi Christian
- Recrutement, entraînement et opérations : Lt.col. Marc Habimana
- Logistique : Lt.Col. Ephrem Manirabaruta, alias Furaha Honoré
- Mobilisation politique : Lt.Col. Appolinaire Kwitonda, alias Mandela, récemment décidé.

Les quatre bataillons qui composent la division militaire des FDLR au Nord-Kivu²⁰ sont commandés par les personnes suivantes :

- Lt.Colonel Elie (surnom) : 1^{er} bataillon
- Lt.Colonel Jean Marie-Vianney Kanzeguhera : 2^{ème} bataillon
- Lt.Colonel Ndinzimihigo, ancien commandant du 3^{ème} bataillon
- Lt.Colone Tharcisse Nditirende, alias Hussein : 4^{ème} bataillon

La division au Sud.Kivu est composé de :

- Commandant de la division : Colonel Léopold Mujyambere, alias Musenyeri Achille
- Commandant adjoint : Félicien Mureramanzi, alias Kanze
- Administration et personnel : Lt.Colonel Nkundabakura, alias Taylor et Esthère Mukakinanira, alias Aminata
- Renseignement : Lt.Colonel Uwimana
- Recrutement, Entraînement et opérations : Lt.Col. Josué Hagenimana
- Logistique : Lt.Col. Ferdinand Nsengiyumva, alias Bemba Bahizi
- Mobilisation politique : Lt.Col. Jean Marie-Vianney Ntahomvukiye

Les quatre bataillons qui composent la division Sud-Kivu sont commandés par :

- Lt.Colonel Félicien Nsanzubukire, alias Fred Irakiza : 1^{er} bataillon qui couvre la zone de Uvira-Sange
- Major Abraham Bisengimana, alias Mutima : 2^{ème} bataillon pour la zone de Walungu
- Major Magambo, alias Rugina : 3^{ème} bataillon pour le zone Kilembwe
- Lt.Colonel Anastase Munyaneza, alias Job Kulamba : 4^{ème} bataillon couvrant la zone de Mwenga.

Il existe une brigade en réserve composée de trois bataillons qui interviennent selon les besoins du moment. Elle est commandée par le Lt.Colonel Félicien Nzabamwita, alias Kalume, secondé par le Lt.Colonel Anaclat Hitimana. Les trois bataillons sont commandés respectivement par :

²⁰ Les localités au Nord-Kivu où étaient les bataillons FDLR selon leur structure de 2004 sont : Matembe (Walikale), la forêt autour du volcan Nyamulagira, Binza en territoire de Rutshuru, Rambura-Kalambailo (Masisi) les forêts autour des volcans Mikeno et Kalisimbi et Pinga, zone frontière entre Walikale et Masisi. Voir SEZIBERA, ibid,

La documentation consultée qui date de décembre 2007 ne donne pas les localisations exactes de ces quatre bataillons. Cependant il y a lieu de penser que les positions de 2004 n'ont pas changé significativement.

- Lt Col. Wellars Nsengiyumva, alias Cirus : 1^{er} bataillon
- Lt Col. Augustin Nsengimana, alias Kandase : 2^{ème} bataillon
- Lt.Col. Noël Habiaremye, alias Frank : 3^{ème} bataillon. Ce dernier se serait rendu en Zambie en septembre 2007

Au regard de ce qui précède, les FDLR sont bien organisées et structurées au Sud et au Nord-Kivu et jouissent d'un réseau important à travers l'Afrique (Tanzanie, Soudan, Zambie, Cameroun, Uganda, Zimbabwe, Mozambique), l'Europe (Allemagne, Belgique, France, Norvège, Hollande, Autriche, Suisse, Suède, Danemark) et l'Amérique du Nord (Canada et Etats-Unis).²¹

Elles justifient leur présence armée dans les deux Kivu comme une étape vers la reconquête du pouvoir perdu au Rwanda par les armes si le régime de Paul Kagame n'initie pas un dialogue politique avec elles. Cette exigence d'un dialogue politique inter- Rwandais ressemble plutôt à un dialogue des sourds.

D'une part, le gouvernement rwandais qui est en position de force face à une rébellion qui fait ses revendications à partir d'un pays tiers exige la reddition sans condition des FDLR comme l'ont fait naguère d'autres groupes armés et commandants militaires qui ont rejoint le Rwanda. D'autre part, les FDLR exigent des garanties quant à leur sécurité, l'intégration d'une partie de ses combattants au sein de l'APR et la possibilité de se transformer en un parti politique à part entière une fois sur le sol rwandais. Et pour les FDLR, seul un dialogue inter-Rwandais pourrait définir les bases de ce consensus politique.

Il n'empêche que la présence des FDLR dans les deux Kivu est devenue plus nuisible aux populations locales kivutiennes qu'au régime rwandais qu'elles sont censées combattre. Toutes les déclarations de différentes communautés ethniques présentes à la conférence de Goma sont unanimes pour demander le départ pur et simple du Kivu de ce groupe armé qui les a tant fait souffrir. Malgré le fait que certaines déclarations ont relayé la demande des FDLR d'un dialogue inter- Rwandais, il est difficile d'en faire une pré-condition pour leur retour au Rwanda. D'autant plus qu'il est difficile pour un pays tiers tel la RD Congo d'imposer un dialogue interne au Rwanda.

La question qui se pose est celle de savoir comment les FDLR qui contrôlent et administrent de régions entières au Nord et au Sud-Kivu, réputées aguerries face à une armée nationale congolaise quasiment inexistante, impliquées dans plusieurs réseaux du commerce de ressources naturelles à leur portée (minerais, bois, transport, etc...) qui non seulement financent leur guerre mais aussi constituent une source d'enrichissement vont devoir quitter l'est du Congo.

L'acte d'engagement signé par les groupes armés et le gouvernement de Joseph Kabila a renvoyé l'épineuse question des FDLR aux accords de Nairobi signés en novembre 2007 et censés impliquer le Rwanda, la RD Congo et les Etats- Unis dans le rapatriement volontaire des FDLR et si nécessaire par la force. Ces dernières disent ne pas se sentir concernées par des accords signés sans qu'elles aient été associées et promettent l'enfer aux populations du Kivu en cas de tentative de leur rapatriement par la force.

Face à cette situation complexe, la RD Congo se trouve en réelles difficultés. Après leur défaite cuisante à Mushaki face aux troupes du CNDP de Laurent Nkunda, il est inconcevable

²¹ ROMKEMA, H., « Opportunities and constraints for the disarmament and repatriation of foreign arms groups in DRC », inédit, juin 2007, p. 49

d'imaginer une offensive armée des FARDC contre les FDLR d'ici la fin du mois de mars 2008. A moins bien sûr que le Rwanda et les Etats Unis s'en occupent eux-mêmes. Ce qui est invraisemblable : les Américains sont en pleine campagne pour les élections présidentielles et l'idée même d'un éventuel retour de l'APR au Congo est inacceptable. La question de savoir qui peut débarrasser du Kivu les FDLR pour que les deux provinces retrouvent une paix durable demeure entière.

Les arguments faux fuyants du ministre de la défense Diemu Tchikez selon lesquels 30 % des FDLR sont Congolais, ou ceux du président de l'Assemblée nationale, Vital Kamerhe, sur leur imbrication dans les structures sociales et familiales du pays, démontrent plus que jamais l'impuissance de la RD Congo à trouver une solution adéquate à la question de la présence des FDLR dans les deux Kivu. Quoi faire ? Comment avancer ? Quelles pistes de contournement ? Autant d'interrogations sans réponses à une question à bien des égards complexe.

- a) La première complexité résulte de l'intégration des FDLR au sein des FARDC. Une intégration qui remonte du temps de Laurent Désiré Kabila en guerre contre les rébellions RDC/Goma et MLC à l'Est de la RD Congo. Rappelons que le major Mugaragu était venu de Brazaville le 5 octobre 1998 à la tête de 2.200 hommes, rejoints par 380 soldats de Nyampame et Mudacumura venus de la République Centrafricaine. Laurent Kabila a versé tous ces éléments dans ses Forces Armées Congolaises (FAC). D'autres effectifs FDLR ont été intégrés dans l'armée du gouvernement de la RDC entre 1998 et 2001 et leur nombre serait estimé autour de 6.000 militaires.²² Ainsi il y a des FDLR intégrées au sein des FARDC et des FDLR opérant comme des bandes armées autonomes dans les deux Kivu à Walungu, Shabunda, Mwenga et Bunyakiri etc... au Sud-Kivu, à Katoyi, Walikale, Kibua, Bunyatende etc... au Nord-Kivu. Elles sont souvent en alliance de circonstance avec les bandes armées congolaises Mayi Mayi. Celles intégrées dans les FARDC ne sont pas concernées explicitement par les accords de Nairobi et sont facilement dissimulables. La tentative de Diemu Tchikez d'avancer 30% des FDLR comme Congolais s'inscrit dans cet effort de les noyer dans la masse des effectifs FARDC notamment à cause des accords et promesses qui lient le gouvernement congolais aux FDLR et dont il ne peut se distancer sans provoquer la colère de ces derniers et les conséquences néfastes qui s'ensuivraient. D'autre part leurs services restent encore nécessaires pour un gouvernement affaibli par ses défaites contre les groupes armés internes à l'Est du Congo et dépourvu d'une armée digne de ce nom. Les FDLR opérant de façon autonome dans les deux Kivu sont directement visées par les accords de Nairobi de novembre 2007. Selon les informations recueillies²³, ces dernières ne se font aucune illusion qu'une offensive militaire après le 15 mars 2008 est toujours possible et se préparent en conséquence à Walikale²⁴ et autour des volcans Virunga²⁵. Aussi elles disent à qui veut l'entendre que les temps de se battre avec les AK 47

²² « DRC to hand over 6000 militia to Rwanda », *Xinhua* d'après *Rwanda News Agency*, 18 septembre 2001

²³ Enquête de Pole Institute menée dans le territoire de Walikale du 24 février au 4 mars 2008.

²⁴ Les témoignages recueillis à Walikale auprès des chefs coutumiers sont unanimes pour confirmer l'entraînement intensif des FDLR qui ratissent large au sein de réfugiés Hutu rwandais sous contrôle jusqu'au recrutement des enfants de 12 ans ainsi que de femmes.

²⁵ De rumeurs non encore confirmées par une enquête indépendante font état du regroupement des FDLR autour des volcans Nyamulagira, Nyiragongo et Mikeno et de défection de certains jeunes Rwandais sympathisants à leur cause et qui les rejoignent. Entretien de l'auteur, Goma, 5 mars 2008.

amenés du Rwanda lors de leur fuite en 1994 sont révolus et qu'elles ont un armement plus sophistiqué.²⁶

- b) Le nombre des FDLR intégrées dans les FARDC et opérant dans les deux Kivu suscite aussi un débat contradictoire et il est difficile de savoir le chiffre exact des FDLR au Congo. Le gouvernement de la RDC estimait à 6.000 le nombre d'éléments FDLR intégrés dans les FARDC et à 40.000 les FDLR présentes dans les deux Kivu²⁷. La mission onusienne MONUC estime, quant à elle, à 25.000 le nombre total des FDLR au Congo. Selon un rapport d'ICG du 23 mai 2003, on estimait à 8.000 FDLR présentes au Nord-Kivu et 14.000 au Sud-Kivu.²⁸ Une recherche indépendante menée en 2007 revoit le chiffre à la baisse et estime à 7.000 les FDLR installées dans les deux Kivu.²⁹ La dernière dépêche de la MONUC parle d'un total de 8.000 les FDLR au Kivu dont 6.000 au Nord-Kivu et 2.000 au Sud-Kivu.³⁰ Prétendre lancer une offensive militaire contre une force dont on ne connaît ni les effectifs ni les moyens pose un sérieux problème.
- c) Le rapatriement volontaire dans le cadre du processus DDRRR a certes réussi à ramener un certain nombre de réfugiés Hutu rwandais au pays. Cependant, le chiffre exact de réfugiés Hutu rwandais (civils et militaires) rapatriés est autant incertain qu'incohérent. Selon la MONUC entre septembre 2003 et septembre 2007, le nombre de rapatriés seraient estimés à 2559 Rwandais au 24 septembre 2003, 5058 au 21 janvier 2004, 7072 au 1^{er} février 2005 et enfin 6712 en septembre 2007. A part le fait que le chiffre de février 2005 se contredit avec celui de septembre 2007, il ressort que le nombre des rapatriés reste insignifiant par rapport au nombre total de réfugiés Hutu rwandais présumés vivant au Congo³¹.
- d) L'intégration économique des FDLR dans les différents circuits est un fait que d'aucuns nient. Elles sont dans l'exploitation artisanale des minerais d'or dans le Sud-Kivu, de la cassitérite dans le territoire de Walikale au Nord-Kivu, la commercialisation de ces minerais, le transport des civils et des marchandises, l'abattage des bêtes volées dans le Masisi dans les différents marchés à Walikale et ailleurs, la commercialisation des produits finis - notamment la bière - et leur transport entre Hombo et Walikale. Toutes ces activités commerciales font des FDLR des acteurs économiques importants dans les deux Kivu. On pourrait même se demander si les dividendes qu'elles tirent du commerce au Congo ne portent pas ombrage à leur

²⁶ L'hypothèse de ravitaillement en armes par les FDLR - en utilisant les profits issus de leur commerce des minerais (cassitérite, or, etc.), l'ivoire, les circuits de transports et d'autres diverses prestations - n'a jamais été prouvée par de preuves matérielles palpables ou d'une recherche approfondie. Ceci ne veut pas dire pour autant que l'hypothèse est fautive en soi. Selon nos enquêtes à Walikale le major Karim (nom de guerre) a confirmé que les profits cumulés dans l'abattage des vaches et chèvres volés aux populations de Masisi, le transport des marchandises et minerais de la cassitérite entre Hombo et Walikale, la fourniture du sable et du gravier pour la réfection de la route Goma Walikale etc... sont autant de sources de financement et les profits gérés en collaboration avec la hiérarchie militaire et politique pour « la cause » selon son expression. Les FDLR ont aussi vidé le stock des armes des FARDC à Nyanzale et Katala entre octobre et décembre 2007.

²⁷ « DRC to hand over 6000 militia to Rwanda », *Xinhua* d'après *Rwanda News Agency*, 18 septembre 2001

²⁸ ICG "Les rebelles Hutu rwandais au Congo: Pour une nouvelle approche du désarmement et de la réintégration" du 23 mai 2003

²⁹ ROMKEMA, H. *ibid.*

³⁰ MONUC, « Kivus : Disarmament campaign for armed groups launched by DRC gouvernement », <http://www.reliefweb.org>.

³¹ Le major Karim (nom de guerre) avec qui Pole Institute s'est entretenu avance le chiffre de 170.000 réfugiés Hutu rwandais (civils et militaires) dont 100.000 au Nord-Kivu. Ce chiffre qu'il avance est proche de celui du HCR de 200.000 réfugiés Hutu rwandais qui manquaient à l'appel lors de la démolition de camps de réfugiés rwandais au Nord et au Sud Kivu en automne 1996 et ne tient pas compte de retournés. Durant l'entretien, le major Karim a aussi cité d'autres chiffres connus tels les millions de morts d'IRC qu'il utilise dans son argumentaire du double génocide. Enquête de Pole Institute, *ibid.*

combat politique et militaire. Ceci dit, il est important de désenclaver ces marchés intérieurs sous contrôle économique des FDLR et les ouvrir à un commerce ordinaire accessible à tous les citoyens congolais notamment par des infrastructures routières, solides et durables. L'ouverture au commerce de ces zones isolées devenues le sanctuaire des FDLR pourrait s'avérer un début de la démilitarisation de ces régions. L'attrait pour le commerce pourrait éventuellement supplanter la dépendance vis à vis de l'AK 47 pour la survie. Une approche certes plus efficace que les solutions militaires qui s'enlisent dans une impasse.

- e) Les mariages entre les FDLR et les populations congolaises ont rendu possible leur intégration dans le tissu sociologique local.³² Elles sont aujourd'hui considérées comme des gendres, des oncles par les Congolais eux-mêmes. Une offensive militaire contre elles rencontre certaines appréhensions et hésitations parmi les populations locales qui entrevoient le nombre de veuves, neveux et nièces à leur charge dans un contexte de misère exacerbée par les guerres de ces quinze dernières années.
- f) De solutions politiques et militaires mal négociées, mal conçues et mal préparées contre les FDLR se sont toutes soldées par un échec et la récupération par ces dernières des territoires et des espaces vides abandonnés par les armées étrangères et nationales. Le retrait de l'armée patriotique rwandaise (APR) en octobre 2002 a rendu possible la mainmise des FDLR sur certaines parties du Sud Kivu et du territoire de Walikale au Nord-Kivu. L'envoi des troupes venues de l'ouest par Joseph Kabila en décembre 2004 pour faire sauter le dernier verrou au Nord-Kivu a contraint la brigade non brassée du commandant Wilson à se retirer de Walikale. Ce territoire est aujourd'hui sous contrôle du colonel Sami ex-Mayi mayi originaire de Ntoto qui commande la 85^{ème} brigade qui collabore avec les FDLR. Les deux groupes ont la mainmise sur toute l'exploitation artisanale de la cassitérite et son acheminement vers les points de vente à Bukavu, à Goma et à Kisangani ainsi que sur diverses autres activités économiques. La récente décision de février 2008 du ministre des mines de suspendre les activités minières à Walikale se bute à la logique d'un seigneur de guerre qui ne répond ni à sa hiérarchie militaire ni au gouvernement élu et dirige de main de fer un petit Etat dans un Etat. L'échec du processus de mixage et le retranchement des troupes du CNDP de Laurent Nkunda autour de Runyoni en territoire de Rutshuru ont permis aux FDLR d'occuper sans faille tout l'axe Kiwanja – Ishasha et une grande partie du Busanza. Toute initiative militaire contre les FDLR devra tenir compte de tous ces échecs aux conséquences multiples enregistrées ces dernières années et se garder d'agir dans la précipitation sans objectifs et sans plan clairement définis.

Les accords de Nairobi de novembre 2007 prévoient l'utilisation de la force contre les FDLR après le 15 mars 2008 compte tenu du fait que leur rapatriement volontaire s'est encore une fois soldé par un échec. Une telle disposition n'est pas une première. Elle avait déjà été évoquée par l'Union Africaine le 10 janvier 2005 et confirmée lors du sommet d'Abuja du 20 et du 31 janvier 2005. Au-delà de la menace, rien ne s'est passé. D'aucuns s'attendent à ce qu'une action concrète et efficace contre les FDLR se passe au lendemain de la date butoir. Des troupes d'élite congolaises dont la formation a été promise par les USA pour traquer les FDLR après le 15 mars 2008 se prépareraient quelque part dans le pays.³³ On aimerait savoir

³² En dehors des cas de viol, les mariages de consentement entre les femmes nyanga et les FDLR sont inexistantes en territoire de Walikale sans doute pour de raisons démographiques et anthropologiques dont nous faisons économie dans ce papier. Dans d'autres territoires tels Rutshuru et Masisi, il existe effectivement des liens matrimoniaux entre les FDLR et les populations locales.

³³ Entretien avec Jay A. Nahs, Senior Program Officer, USAID/Kinshasa, Goma le 3 mars 2008.

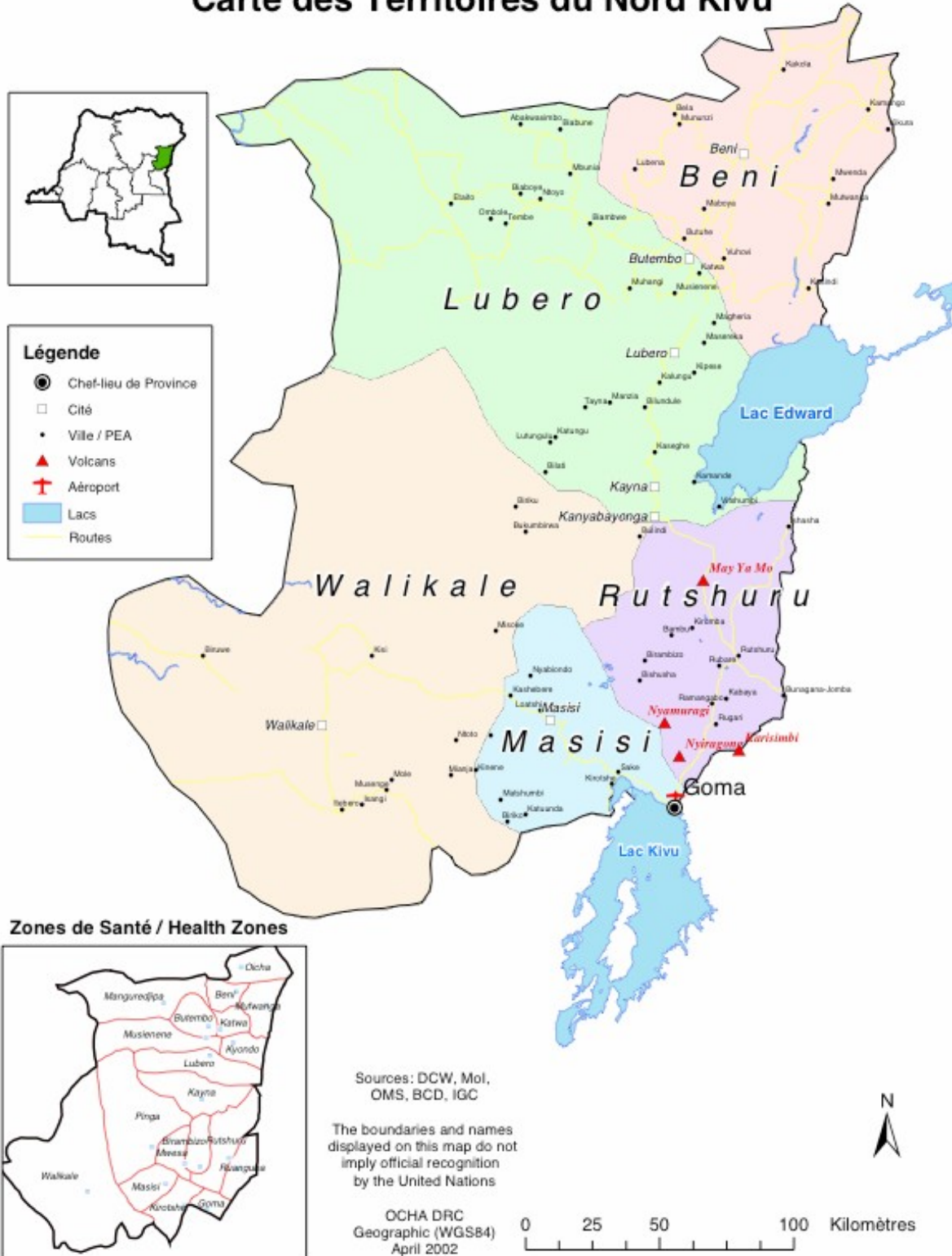
qui sont-elles et surtout les voir à l'œuvre sur le terrain. Quant au troisième partenaire des accords de Nairobi, le Rwanda, malgré sa puissance militaire, il est taxé de « velléités agressionnistes » par un Congo humilié par les différentes rébellions. Le retour du Rwanda en RDC devra sans doute être enveloppé de beaucoup de doigté et bien négocié avec ses deux partenaires.

Il ressort de tout ceci qu'une fois encore rien ne risque de se passer. **Avant le 15 mars 2008 = Après le 15 mars 2008.** Une réalité crue que la conférence de Goma a habilement évité et préféré transférer à d'autres, à savoir ses partenaires dans les accords de Nairobi. Malheureusement *ces autres* ne vivent pas dans les deux Kivu et ne partagent pas le quotidien de ses populations. Le gouvernement de la RDC se retrouve encore une fois face à ses responsabilités de sécuriser les biens et les personnes dans la partie est du Congo. Son incapacité à le faire repose toute la question de sa propre légitimité.

*Pour Pole Institute
Aloys Tegera
Mars 2008*

NORD KIVU

Carte des Territoires du Nord Kivu



LES FDLR DANS LE TERRITOIRE DE WALIKALE

Synthèse de recherche

Par Primo Pascal Rudahigwa

Journaliste

Walikale, c'est parmi les territoires du nord Kivu où la présence des FDLR est bien visible. Selon l'Administrateur de ce territoire riche en ressources minières, 40% seulement de cette entité sont sous son contrôle, le reste est géré par les FDLR et leurs alliés locaux. Vu la difficulté d'inviter les FDLR à notre atelier de Goma, le journaliste Primo Pascal Rudahigwa est allé les rencontrer dans leur fief. Les propos ci-dessous traduisent généralement leur propre point de vue.

1. Description synthétique du milieu

Avec une superficie de 23.475 km² le territoire de Walikale compte 2 secteurs, celui des Banyanga avec 19.331 km², celui des Bakano avec 140 km², et la Cité de Walikale constituée de 4 km².

Selon le rapport annuel 2007 du Territoire de Walikale, la population congolaise est estimée à ± 878.140 personnes dont 232.318 hommes, 226.894 femmes, 257.998 garçons et 160.930 filles. Quant aux étrangers, ils sont 101 personnes dans le territoire de Walikale : 31 hommes, 33 femmes, 15 garçons et 22 filles qui sont regroupements employés par Agro – Action – Allemande (AAA) et Médecins Sans Frontières (MSF). Ce rapport ne fait pas donc allusion aux réfugiés rwandais et les FDLR pourtant éparpillés dans plusieurs groupements.

La population de Walikale vit de la chasse, de l'agriculture, des mines et de la pêche. L'activité principale c'est l'exploitation artisanale de l'or et de la cassitérite. Le sol de Walikale est extrêmement riche et l'on peut cultiver toute l'année sauf que les activités minières pénalisent ce secteur ainsi que l'éducation des enfants qui abandonnent les études en bas âge pour aller dans les mines.

Les routes sont quasi inexistantes, le territoire est à 90% enclavé. On y retrouve cependant quelques voies d'accès: Masisi – Walikale : ± 175 km, Lubutu – Walikale : ± 243 km et Hombo – Walikale : ± 105 km. Toutes ces routes sont dans un état déplorable.

2. Les FDLR

Dans la grande partie du territoire de Walikale, les combattants Hutu rwandais sont appelés les FDLR tandis que les civils sont communément appelés par la population locale « Réfugiés rwandais » mais il n'est pas facile de différencier les civils des militaires parmi eux.

Selon le Major Karim, Chef de Division FOCA que nous avons rencontré à Walikale, les FDLR (Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda) constituent un mouvement politico-militaire dont la branche armée s'appelle FOCA : « Force Combattante Abacunguzi ». Cette branche militaire est opérationnelle à l'Est de la RDC particulièrement dans les deux Kivu et elle est dirigée à partir du Territoire de Lubero au Nord-Kivu par un Colonel dont le nom n'a pas été révélé par notre interlocuteur.

La branche politique, quant à elle, est dirigée par des civils qui sont en Allemagne et qui entretiennent des contacts réguliers avec le FOCA.

Le FOCA est organisé en différentes brigades constituées de nouveaux et d'anciens militaires. Les nouveaux sont les jeunes gens et les jeunes femmes formés sur le tas régulièrement dans les différents Etats Majors des brigades. Tous les réfugiés apprennent à manier les armes pour se préparer à rentrer un jour chez-eux par la force.

- **Où sont implantées les FDLR dans le Territoire de Walikale et à quelles activités économiques vaquent-ils ?**

Selon différentes sources locales, voici le tableau d'occupation géographique, des activités économiques et de la date d'installation des FDLR dans le territoire de Walikale.

N°	Groupement	Secteur	Agglomérations	Activités économiques	Période approximative d'implantation
1	Bakano	Bakano	-Musenge -Kabamba -Otobora	-Commerce de vaches -Commerce de chèvres -Tenancier de buvettes et restaurants -Pousseurs de vélos	Depuis 1999
2	Bakonjo	Bakano	-Isangi	-Organisent des écoles, hôpitaux et marchés -Cultivent -Exploitent l'or et la cassitérite -Organisent la pisciculture	Depuis 1999
3	Bakusu	Wanianga	-Kailenge -Kigoma -Nyabangi	-Conducteurs de motos -Vendeurs de vaches -Pousseurs de vélos	Depuis 2006
4	Ihana	Wanianga	-Irameso -Twamakuru -Bibasirwa -Mutongo -Kibua -Robe -Pinga	-Exploitation de l'or -Commerce général	Depuis 1999
5	Ikobo	Wanianga	-Bulensa -Miriki -Lusamambo	-Commerce général -Braconnage -Centre hospitalier -Exploitation de	Depuis 1999

N°	Groupement	Secteur	Agglomérations	Activités économiques	Période approximative d'implantation
				l'or	
6	Kisimba	Wanianga	-Pinga -Peti -Musanga -Bukumbirwa	-Commerce général -Agriculture -Exploitation de l'or	Depuis 1999
7	Luberike	Wanianga	-Kashebere -Kikamana 1 et 2 -Yaki -Miba -Karambi -Mungazi	-Exploitation de planches avec scieries -Extraction du sable et de pierres -Commerce de boissons locales et des divers	Depuis 1999
8	Usala	Wanianga	-Buruko -Oninga	-Trafic d'ivoire -Commerce de l'or - Commerce des produits divers	Depuis 2006
9	Utunda	Wanianga	-Mpofi -Mubi -Munjuli -Ujumo	-Exploitation de l'or -Conducteurs des motos -Tenanciers des Nganda -Vendeurs de vaches	Depuis 2005 et 2006
10	Walowa-Loanda	Wanianga	-Chambucha -Hombo -Busurungi -Rukaraba -Kalembe	-Loueurs de véhicules -Dépositaires de Primus -Vendeurs de vaches et de chèvres -Vendeurs de boissons locales -Pisciculture -Agriculture -Commerce de diverses marchandises	Depuis 1997
11	Walowa-Uroba	Wanianga	-Ntoto -Mera -Braza -Buhoye	-Commerce général -Perception des taxes au marché	Depuis 1997
12	Walowa-Yungu	Wanianga	-Buhimba -Ngenge	-Commerce de diverses	

N°	Groupement	Secteur	Agglomérations	Activités économiques	Période approximative d'implantation
			-Kaliki -Kailenge -Mikweti -Kimua -Ndando -Langira	marchandises -Perception de taxes -Exploitation de l'or	
13	Wassa	Wanianga	-Njigala -Bisie	-Transporteurs et creuseurs de la cassitérite	Depuis 2006

- *Sur le plan politique*, les FDLR ont joué un rôle considérable pendant les élections, selon les témoignages reçus sur terrain. Plusieurs jeunes Hutu rwandais auraient été enrôlés et se seraient présentés aux élections présidentielles et législatives pour appuyer le candidat Joseph Kabila et les candidats députés nationaux et provinciaux membres du PPRD. Le capitaine Rwaka Vital S5 Division FOCA qui nous a reçus à Kibua a rejeté cette accusation. Il reconnaît cependant que leur rôle s'était limité à la sécurisation des urnes et des candidats députés nationaux et provinciaux durant la période de leur campagne électorale.

- *Sur le plan sécuritaire*, certains chefs de Groupements reconnaissent qu'une grande partie du territoire de Walikale est sous le contrôle des FDLR ; les populations y sont contraintes de partager leur récolte avec ces combattants. Le capitaine Rwaka Vital reconnaît l'organisation de ces collectes qu'il considère comme normales dans le cadre de la solidarité africaine. Les FDLR disent suppléer aux insuffisances de FARDC. « C'est grâce à nous que Laurent Nkunda ne parvient pas à déborder jusque dans le Territoire de Walikale », clament le Major Karim et le capitaine Rwaka Vital. Ils ont également mis à leur actif la récupération de la position de Katale dans le Masisi après la débandade de la brigade du Colonel Yav en décembre 2006. Ils prétendent également qu'ils assurent la sécurité de toutes les autorités politico-militaires, administratives, religieuses et tous les visiteurs qui s'annoncent dans leurs Etats majors munis d'ordres de mission et/ou de feuilles de route.

- *Sur le plan socio-culturel*

Les relations ne sont pas très soudées avec la population locale. Un Chef de groupement nous a dit que depuis que les réfugiés rwandais sont dans son entité aucun mariage n'a été conclu entre un membre de sa communauté et un élément FDLR. Il a expliqué cela par le fait que les autochtones se sentent dominés par les armes et que les FDLR les considèrent comme des habitants de la forêt « qui n'ont aucune civilisation ».

Leurs villages sont toujours séparés. Les Nyanga (ou Wanianga) vivent le long de la route dans la vallée alors que les FDLR construisent toujours leurs maisons sur les collines.

Cependant certains parmi leurs enfants fréquentent les mêmes écoles et les mêmes cultes que les Wanianga. Les prêtres et les pasteurs en provenance de Masisi viennent régulièrement pour bénir les mariages entre les Hutu rwandais.

• **L'organisation des FDLR**

Dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu, les FDLR seraient environ 170.000. La grande partie, soit 120.000, sont au Nord-Kivu. Ce chiffre ressort du dernier recensement de 2007 tel que nous l'a précisé « La Forge », commissaire adjoint à l'information des FDLR.

La chaîne de commandement des FDLR n'est pas facile à comprendre parce que les combattants sont peu diserts à ce sujet ; ils reconnaissent cependant que la branche politique est dirigée à partir de l'Allemagne et la branche militaire des FOCA au Nord-Kivu à partir de Fatua dans le Territoire de Lubero. La plupart des officiers et militaires FDLR s'identifient par des sobriquets.

Voici les différentes brigades FDLR localisées en territoire de Walikale, le siège de leurs Etats - majors respectifs ainsi que leur rayon d'action, tel que nous l'avons appris d'un chef coutumier local.

N°	Brigade	Etat- major	Rayons d'action
1	Kashunga	Kashunga	Walowa-Yungu et Uroba (Walikale) Mahanga (Masisi)
2	Kashebere	Colline Mwangi	Axe Nyabyondo – Mpofi
3	Pinga	Pinga	KISIMBA – IHANA
4	Usala	Fatua (dans Lubero)	Une partie d'Usala et une partie du territoire de Lubero
5	Lusamabo	Lusamambo	Bulensa, Pingan Musanga et Kalinga
6	Mangele	Mangele	Walowa Loanda, Bakano et Isangi

N.B : Les commandants des brigades sont mutés annuellement dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu.

• Mobilité des FDLR

Les FDLR sont toujours en mouvement et en contact régulier avec leurs frères se trouvant dans d'autres territoires au Nord et au Sud-Kivu. Leur itinéraire se présente de la manière suivante :

Sud-Kivu	Nord-Kivu
→Kaniola →Ninja →Kalonge →Bunyakiri →Hombo	→Hombo →Busurungi →Ntoto →Buhimba →Kashebere →Nyabyondo →Ihana →Pinga →Lusamambo →Fatua →Ngumba →Kasugho →Hombo →Musenge →Itebero →Walikale →Mpofi

	→Kibua →Kashebere →Nyabyondo, ... →Itebero →Isangi →Obaye →Osokari →Njigala →Bisie →Itebero →Walikale →Mubi →Omate →Oninga →Lubero
--	--

- **Les revendications des FDLR**

Les FDLR revendiquent 3 choses :

1. Que le Congo change sa diplomatie en faveur des FDLR qui ont aidé les gouvernements successifs de la RDC (de Mobutu, Laurent-Désiré KABILA et Joseph KABILA) en faisant pression sur la Communauté internationale pour la tenue d'un dialogue inter-Rwandais au Rwanda.
2. Que le Gouvernement de Kigali cesse de traiter les FDLR de génocidaires dans la mesure où les Tutsi ont été également impliqués dans des massacres des Hutu au Rwanda et en RDC. A partir des chiffres de victimes congolaises de la guerre véhiculés généralement par des organisations internationales (± 4.000.000 de Congolais et ± 2.000.000 des réfugiés Hutu) ils estiment même que les Tutsi sont plus génocidaires que les Hutu et devraient aussi être traduits en justice.
3. Que le Rwanda amorce une véritable démocratie parce que sans une opposition politique le pouvoir restera toujours entre les mains de Paul Kagame.

Selon les combattants rencontrés, toutes ces revendications ont toujours été transmises au Secrétaire Général de l'ONU et au HCR sans succès.

- **Rapport des FDLR avec les populations locales**

Les rapports entre FDLR avec les populations locales sont des rapports d'intérêt. Les personnes qui ne veulent pas se soumettre aux lois des FDLR sont malmenées et fuient leur village. Quatre chefs des groupements ont abandonné leurs entités, il s'agit de Chefs de groupement de Luberike, Ihana, Kisimba et Walowa Yungu.

Les groupes armés qui acceptent de collaborer avec eux peuvent contrôler quelques localités. C'est le cas des Maï Maï de Tasibanga dans le Kisimba, le PARECO dans le village de Kishanga, Mera et Kibabi sur l'axe Mpopfi – Nyabyondo. La Police Nationale et les FARDC ne peuvent pas circuler sur les axes contrôlés par les FDLR sans leur autorisation c'est ainsi

qu'ils ne se concentrent qu'au chef-lieu du Territoire et sur l'axe Walikale – Mubi – Njingala – Bisie.

Les rapports entre les autres groupes armés, les FARDC, la Police d'une part, et les FDLR d'autre part, sont des rapports de soumission, les FDLR étant les véritables maîtres du terrain.

3. CONCLUSION

Les témoignages recueillis sur terrain démontrent que les FDLR ne sont pas disposés à rentrer chez-eux de leur propre gré. Les combattants mêmes estiment eux-mêmes qu'ils sont forts et ne peuvent pas être traqués facilement parce qu'ils sont ravitaillés en armes. Selon certains Chefs de groupements le trafic des armes s'effectuerait à partir de Kasugho et Fatua en Territoire de Lubero.

La question des FDLR reste complexe. Elles disposent d'un terrain vierge qu'ils exploitent en toute quiétude et ils s'enrichissent du jour au lendemain ; il serait naïf de compter sur leur retour spontané pour aller recommencer la vie sur les collines du Rwanda qui n'offrent pas les mêmes facilités. Quant à la population locale, elle ne souhaite pas qu'il y ait désarmement forcé comme prévu dans le communiqué de Nairobi : les FDLR risqueraient de la sacrifier. Elle préconise une solution négociée pour éviter le pire. Un Chef local compare les FDLR de Walikale à « **un serpent qui couve les œufs** ». A chercher à le faire partir de force on risque et de casser tous les œufs et de se faire mordre par le reptile.

Sur le plan culturel, au fur et à mesure que leurs relations avec les autochtones seront rapprochées à partir des églises et des écoles que fréquentent actuellement certains FDLR, il y a risque que la population locale, minoritaire dans son fief, soit « assimilée » par les FDLR. Ils partagent déjà une langue, le kiswahili. Devenu entièrement un fief des FDLR, Walikale risquerait alors un d'être coupé totalement du reste de la province du Nord-Kivu.

Primo- Pascal RUDAHIGWA

LES FDLR DANS LA COLLECTIVITE - CHEFFERIE DE BWISHA

Par Mwami Paul NDEZE MALI NI KAZI

Chef de la Collectivité Chefferie de Bwisha

Territoire de Rutshuru

C'est de la masse des réfugiés Rwandais qui sont arrivés dans notre pays en 1994 qu'est né le groupe armé appelé FDLR. Ses combattants sont présents dans tous les groupements et ont plusieurs subdivisions. Sur le terrain, il y a parfois des désaccords entre eux. Cependant, tous tiennent au dialogue inter-rwandais comme préalable pour pouvoir rentrer chez eux.

Cette différence qui les caractérise dans la vie en société se manifeste dans la cohabitation avec la population du BWISHA – Rutshuru. Les uns vivent des pillages accompagnés des violences de toutes sortes et une profonde destruction de notre environnement. Les autres par contre ont adopté le Congo comme étant leur seconde patrie, ils sont actifs dans les actions positives et concluent même des mariages avec les Congolaises. Ils portent des armes et sont camarades à nos militaires. Dans le cadre de la mission militaire, ils s'entraident. Ils sont en contact avec toutes les autorités et souhaitent même être associés à des réunions à caractère sécuritaire.

Le point de vue de la population sur leur présence chez nous est partagé. A cause des méfaits de certains d'entre eux, une partie de la population souhaite qu'ils rentrent le plus vite possible dans leur pays. Une autre partie par contre estime que s'ils ont des difficultés à réintégrer leur patrie, il faut qu'ils déposent leurs armes et intègrent carrément la société congolaise.

Les combattants FDLR sont conscients qu'ils gênent les Congolais et que la solution reste le retour dans leur pays d'origine, le Rwanda. Cependant, ils ne céderont jamais à la pression militaire, disent-ils. Ils promettent même l'enfer si jamais pareille solution était envisagée.

Mwami NDEZE Paul

PROBLEMATIQUE DES FDLR DANS LE TERRITOIRE DE MASISI

Par Bertin Kirivita et

Nkuba Kahombo,

Députés provinciaux élus du Territoire de Masisi

«Le Nord-Kivu est mal parti » disaient, il y a quelques années, nos aînés politiciens au moment des guerres interethniques de 1993. Aujourd'hui encore, on ne manque d'observer un recul à grands pas du Nord-Kivu et du territoire de Masisi en particulier : multiplicité de conflits, accroissement et généralisation de la pauvreté, propagation du VIH/SIDA, chute spectaculaire de tous les indicateurs économiques. Ce contexte de désarroi s'est encore aggravé avec l'arrivée massive des réfugiés Rwandais qui se sont installés dans l'Est de notre pays et dans le territoire de Masisi en particulier. Aucune Collectivité, Chefferie ni secteur, n'a été épargnée par cet afflux massif de réfugiés Rwandais. Aujourd'hui, ils se sont organisés en formation politico-militaire appelée FDLR (Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda).

• Les FDLR dans le Masisi

Les FDLR sont présentes à travers la Division Masisi appelée Zenith, dirigée par le Général Mudachumura. Elle couvre le Sud-Est de Masisi et compte ± 2.165 hommes. Elle est répartie en quatre bataillons :

1. Bataillon SCUD du Major Safari Martin : ± 380 hommes ;
2. Bataillon PUMA du Lieutenant – Colonel Igor Araphat Franck : ± 470 hommes ;
3. Bataillon BICEPS du Lieutenant Colonel CADENCE : ± 415 hommes ;
4. Bataillon PM du Lieutenant - Colonel Romeli : ±500 hommes.

Cette division du Masisi a une équipe de protection de plus ou moins 150 hommes.

La présence massive des réfugiés rwandais et des FDLR en particulier est à la base de l'exaspération de la pauvreté au sein des populations congolaises, victimes de leur hospitalité. Cette exaspération de la pauvreté a contribué à l'aggravation des tensions sociales et à la déstabilisation des collectivités et permis la résurgence des conflits de citoyenneté ou identitaires, conflits de nationalité.

Les guerres du Kivu sont juteuses pour les FDLR qui ne sont pas prêtes à rentrer dans leur pays d'origine qui n'offre pas les mêmes avantages économiques. Leur rapatriement doit être négocié politiquement pour éviter les massacres des populations locales prises en otage.

A Masisi, les FDLR sont impliquées dans tous les rouages politiques et économiques et ne sont pas prêtes à quitter ce paradis où elles ne sont pas inquiétées.

• Quelques suggestions pour résoudre le problème des FDLR

Suite à l'insécurité causée par les FDLR dans la sous- région des Grands lacs, plusieurs alternatives ont été mises en marche afin de les neutraliser ou de trouver une solution à cette problématique. Nous pensons aux accords de Lusaka, de Pretoria, d'Addis- Abéba ou même au Communiqué de Nairobi. En ce qui me concerne, voici les suggestions pour résoudre ce problème.

1. Puisque les FDLR disent craindre la justice du vainqueur sur le vaincu dans leur pays et préfèrent que des pourparlers soient organisés avant leur rapatriement alors que nous savons très bien qu'elles font partie des groupes terroristes, qu'elles négocient avec le pays hôte un asile politique. Mais, au préalable, qu'elles déposent les armes car aujourd'hui la seule voie pour prendre le pouvoir est la voie des urnes.

2. Que la République Démocratique du Congo prenne ses responsabilités en sécurisant sa population contre les FDLR et en garantissant à la Communauté tant nationale qu'internationale que les FDLR n'attaqueront jamais le Rwanda. Etant donné que la RDC a ratifié plusieurs accords qui ne lui permettent pas d'accepter sur son sol une organisation politico-militaire qui risque de déstabiliser ses voisins, la RD Congo doit prendre ses responsabilités pour que les FDLR ne représentent plus un danger.

3. Que le Rwanda prenne aussi ses responsabilités en montant une nouvelle politique qui pourra faciliter le rapatriement de tous les Rwandais mais surtout qu'il évite qu'il y ait des camps de réfugiés Rwandais à l'étranger. L'histoire récente nous apprend que ces derniers ont toujours joué un rôle de bombe à retardement pour ce pays.

4. Etant donné que la guerre est l'aboutissement d'un processus de destruction de confiance entre populations ou responsables, il faudra rétablir un climat de confiance entre nos populations et nos dirigeants pour que règne la vraie paix.

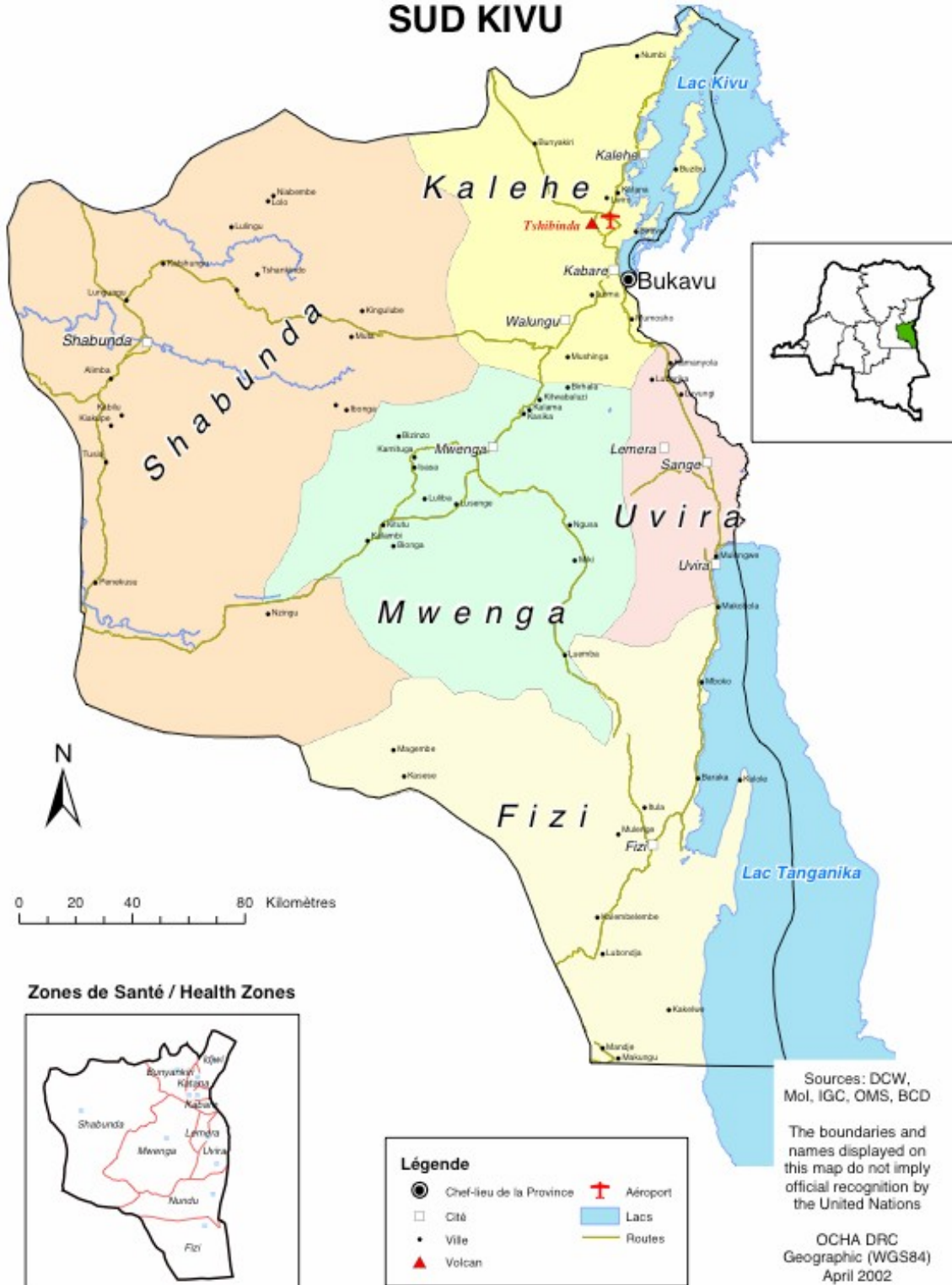
En conclusion, tant que les FDLR seront toujours actives au Congo, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu seront insécurisés et les relations bilatérales entre le Congo et le Rwanda ne s'amélioreront pas.

Honorable Bertin KIRIVITA

Honorable NKUBA KAHOMBO

SUD KIVU

Carte des Territoires du SUD KIVU



Zones de Santé / Health Zones



Sources: DCW, MoI, IGC, OMS, BCD

The boundaries and names displayed on this map do not imply official recognition by the United Nations

OCHA DRC
Geographic (WGS84)
April 2002

VECU DES POPULATIONS EN TERRITOIRE SOUS CONTRÔLE DES FDLR (AXE KAMITUGA)

*Par Patrick MIHALI NYAMATOMWA
Chercheur indépendant
Sud Kivu*

1.1. Présentation du milieu

Le territoire de Mwenga est l'un des 8 territoires qui constituent la province du Sud-Kivu ; sa superficie est de 11507 km². Il est limité au nord par le territoire de Walungu, au Sud par le territoire de Fizi, à l'Est par celui d'Uvira ; et l'Ouest par le territoire de Shabunda. Il est constitué par 6 collectivités dont 5 collectivités chefferies et une collectivité secteur appelée collectivité secteur d'Itombwe.

Ce territoire est le poumon économique de la province du Sud-Kivu ; il regorge de ressources minières aussi importantes que diversifiées. Il s'y pratique également l'agriculture et l'élevage de petits et grands bétails.

Il est aussi riche de sa diversité culturelle : 5 communautés différentes y habitent : les Shi, les Bembe, les Nyindu, les Lega et les Pygmées .

1.2. FDLR – FOCA

Ce sont les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda - Forces Combattantes Abachunguzi. C'est une coalition constituée par l'ancienne armée rwandaise de l'époque de feu le président Habyarimana, les miliciens Hutu rwandais appelés Interahamwe et les Rastas. Les FDLR ont deux branches : une branche militaire une branche politique, la première étant prépondérante sur la seconde. La plupart des FDLR sont basées en RDC, précisément au Nord et au Sud-Kivu.

1.2.1. Organisation militaire

Les FDLR comptent 2 divisions. La première est basée au Nord-Kivu avec à la tête le Général Mudachumura qui est le doyen de tous au Nord et au Sud-Kivu ; la deuxième, basée au Sud-Kivu, est commandée par le Général Kagoma. Chaque division est subdivisée en brigades, chaque brigade en bataillons, chaque bataillon en compagnies et chaque compagnie en pelotons.

Au Sud- Kivu , chaque brigade est dirigée par un Colonel ou un Lieutenant Colonel, chaque bataillon par un major, chaque compagnie par un capitaine et chaque peloton par un lieutenant. L'effectif par brigade est estimé entre 4.000 à 5.000 hommes.

2.2.2. Localisation des FDLR

Compte tenu de leur mobilité et de leur discrétion nous serons en mesure de situer seulement les différents endroits où les combattants FDLR se situent sans les noms de leurs chefs ou dirigeants sauf quelques endroits que nous avons trouvés. Leur mobilité est du type intra et inter- province (Nord et Sud Kivu).

- **Territoire de Mwenga**

- **Collectivité de Burhinyi** : les combattants FDLR sont à Bushale où le colonel David Nshimiyumuremyi Job avec le Major Rutebuka Gérard sont basés.

Dans cette même collectivité, on retrouve les éléments des FDLR dans les villages de : Itudu, Kitwabaluzi, Mulanga, Kashendaba, Shalashala, ...

- **Collectivité de Lwindi** : ils sont à Kigogo où siège le Général Kagoma ; ils sont également dans le village de Ngungu, Muhuzi, Ilangi, etc.

- **Collectivité de Basile** : on les retrouve dans les villages de Mulambozi, Kitamba, Ngando, siège du major Bonheur, Kakanga, Isopo, etc.

N.B : Cette collectivité a un grand nombre de carrés miniers exploités par les FDLR.

- **Collectivité de Wamuzimu** : ils sont situés dans les villages de Bionga, Mango, Mawe, Zibongolo, ...

- **Collectivité secteur d'Itombwe** : On les retrouve dans les groupements de Basimukinje I (MAGUNDA) où le Colonel Kashegu est basé, Basimukinje II, Basimukuma et Basimungaka.

NB : Dans les 4 premières collectivités les FDLR font effectivement la loi et règnent en maîtres ; dans la collectivité secteur d'Itombwe par contre, la communauté Bembe, avec ses guerriers bien armés, leur oppose une farouche résistance.

- **Territoire de Fizi**

On les trouve dans la collectivité secteur de Lulenge, précisément à Kilembwe, Masisi, etc. où leur grande base est située.

- **Territoire d'Uvira**

Ils sont dans les moyens plateaux d'Uvira et dans la plaine de la Ruzizi précisément à : Lubarika, Kiringye, Lemera, Langala, Runingu, Sange, Kiliba, Kidoti, Rubanga, Ndolera, etc.

NB : Ce couloir d'Uvira (moyens plateaux et plaine de la Ruzizi) constitue pour les FDLR un lieu stratégique car il leur permet d'évacuer leurs minerais (coltan, cassitérite, or, etc.) et d'autres ressources (notamment le chanvre) vers certains pays voisins comme le Burundi d'où ils reviennent avec les munitions et d'autres produits de première nécessité dont ils ont besoin.

2.2.3. Activités

2.2.3.1. Politique

- Ils organisent des réunions de prise de position ;
- Ils font des déclarations écrites et verbales ;
- Ils nouent des alliances militaires et politiques avec d'autres mouvements dans la région : avec les FNL dans le territoire d'Uvira, avec le Général Patrick Masunzu quand il était en conflit ouvert avec le groupe de Bisogo et Makanika dans les hauts plateaux de Minembwe, avec certains Maï Maï réfractaires au brassage dans le territoire de Mwenga. Dans ce dernier cas de figure, on peut citer leur alliance avec Kapopo à

Itombwe, avec le groupe Yakotumba à Fizi, avec Zabuloni à Uvira, Kirikicho dans Kalehe etc.

- Ils participent à des rencontres internationales, africaines, nationales, provinciales et locales formelles et non formelles, comme lors des négociations de Saint' Egidio à Rome, ou lors de la conférence organisée par l'ECC Sud-Kivu en novembre 2007, etc. ;
- Ils ont une administration bien établie, intégrant des notabilités locales congolaises de leur obédience (chefs de groupement, de localité) ; dans certaines régions, c'est le chef de collectivité qui protège leurs intérêts pour (cas de la collectivités de Luwinja dans Mwenga) ;
- Ils ont des instances juridiques militaires et civiles -davantage militaires que civiles - opposables à eux-mêmes et aux Congolais pris en otage;
- Ils ont créé de nouvelles entités administratives auxquelles ils ont donné des noms des villes du Rwanda ; par exemple : Byumba II, Kigali II, Changugu II, Ruhengeri II, Butare II, etc. ;
- Ils nomment et révoquent les animateurs politiques ;
- Ils ont un gouvernement comprenant certains ministères comme :
 1. Ministère de la santé ;
 2. Ministère de l'éducation ;
 3. Ministère des affaires étrangères ;
 4. Ministère de la défense ;
 5. Ministère de la justice ;
 6. Ministère du commerce ;
 7. Ministère du gouvernement local.

2.2.3.2. Economique

- Exploitation illégale des mines et des forêts partout ils sont établis ;
- Commerce des minerais et autres pierres précieuses, localement et même à l'étranger ; les bois précieux sont exportés vers l'étranger surtout au Burundi. Ce trafic passe par Fizi, la presque île d'Ubwari et Kazimia où les FDLR disposent de pirogues motorisées qui transportent planches, braises, chanvre et viande sauvage boucanée vers la province burundaise de Rumonge Les réserves d'Itombwe dans Mwenga et celles de Namutungulu et d'Ubwari dans Fizi sont les plus touchées par cette exploitation de produits forestiers.
- Le commerce des produits de première nécessité, des vivres et des boissons alcoolisées etc. Le commerce de bétail leur est exclusivement réservé.
- En territoire de Mwenga, une taxe de 10 \$ appelée taxe pour la libération du Rwanda est imposée à tout Congolais âgé de plus de 17 ans depuis 2004. Au début elle était mensuelle, avant d'être trimestrielle aujourd'hui. Chaque chef de localité présente la liste de ses habitants ayant atteint cet âge, après un recensement supervisé par les FDLR.;
- Les autres taxes sont payées dans les carrés miniers dont les plus importants sont ceux de Lemera dans le territoire d'Uvira, de Mississi dans Fizi et de Kakanga dans Mwenga.

Dans chaque carré, il y a des taxes ci-après :

1. Jeton ration : 1\$ par colis sortant ;
2. Vignettes : 1\$ par semaine par personne ;
3. Caution : 2\$ par semaine par personne ;
4. Carte de creuseur pour le PDG : 35\$ par an par PDG ;
5. Attestation de recensement pour le creuseur simple : 3\$ par an par personne ;

6. Droit coutumier : forfaitaire ;
7. Droit d'accès dans les carrés : 1,5\$ par personne par entrée ;
8. Droit de sortie : 1,5\$ par personne par sortie ;
9. Taxe de comité de creuseur : 1\$ par personne sortante et 1\$ par colis sortant ;
10. Taxe de résident : 1\$ par semaine par personne ;
11. Taxe de civilité ou de collaboration des PDG auprès des FDLR : 5\$ par semaine par PDG ;
12. Taxe de lotissement : 10\$ par étendue à acquérir une fois pour toute ;
13. Les acheteurs payent 1 kg de coltan ou de cassitérite pour chaque 10 kg achetés et sortis ;
14. Les acheteurs payent 4\$ par semaine pour leur sécurité pour disposer d'un garde militaire jour et nuit ;

En plus, les FDLR assurent la gestion de différents marchés locaux, parfois en collaboration avec les FARDC et la police congolaise. A Uvira et à Fizi, par exemple, 35% des recettes reviennent aux FDLR. Ailleurs comme à Mwenga et une partie de Shabunda, elles prennent la totalité des taxes perçues.

2.2.3.3. Socio-culturel

Les FDLR disposent de structures socio- culturelles autonomes dans les régions sous leur contrôle. Ils ont des églises, des cimetières, des écoles propres à leurs enfants, des cinés vidéo et des équipes de football. Ils ont des guérisseurs (tradi- praticiens), des troupes de comédiens et organisent des cérémonies de mariage ; ici il faut signaler qu'ils ont l'habitude d'aller prendre les filles au Rwanda et se marient avec eux officiellement.

2.2.4. Revendications

Sur le plan militaire, les FDLR revendiquent leur retour au Rwanda et leur intégration au sein de l'armée rwandaise et la reconnaissance de leurs grades aussitôt rentrées. Sur le plan politique, ils réclament une amnistie collective car, disent-elles, « tout le monde a tué et a été tué au Rwanda ». Dans la foulée, ils réclament la tenue d'un dialogue inter- Rwandais, à l'instar de celui qui s'est tenu en RDC. Ils exigent enfin que l'Etat congolais les indemnise pour leur rôle déterminant auprès de l'armée nationale pendant les guerres successives sous Kabila, Père et Fils.

2.2.5. Rapports avec la population congolaise

Les rapports entre les FDLR et la population locale rappellent celles de maître à esclave. La population congolaise est ainsi soumise aux collectes forcées de produits champêtres ; elle ne circule pas librement par crainte de violences sexuelles, et de pillages sur la route, etc. Elle est également assujettie à des travaux d'assainissement et d'hygiène dans les camps militaires des FDLR au moins une fois la semaine, etc.

2.2.6. Quelques pistes de solution

Vu tous les méfaits des FDLR dans les régions qu'elles colonisent, nous proposons ce qui suit :

- Que leurs principales sources de financement soient coupées. Nous suggérons l'interdiction formelle de l'exploitation artisanale de minerais au Nord et Sud-Kivu et

une partie de Maniema, assortie de mécanismes rapides d'accompagnement des populations locales impliquées dans ces activités ;

- Que la pression soit faite auprès de la présidence de la RD Congo pour que les accords signés avec les FDLR, comme ces dernières ne cessent de le clamer, soient connus et être satisfaits si possible ;
- Que tous les minerais en provenance de l'Est de la RD Congo soient temporellement frappés par un embargo pour éviter qu'ils ne soient achetés par les pays voisins (Rwanda, Burundi, Ouganda, Tanzanie, etc.) où les FDLR peuvent se ravitailler en armes et en munitions ;
- Que les accords de Nairobi soient révisités ;
- Que les représentants des communautés prises en otage par les FDLR soient associés aux rencontres tripartites organisées par les gouvernements de la région ;
- Que la communauté internationale accompagne des chercheurs indépendants et les associations de la société civile dans leurs activités de sensibilisation et de monitoring sur la question des FDLR ;
- Renforcer les stratégies de mise en place au sein des FDLR de certains d'entre eux comme de sensibilisateurs permanent qui sont informés du traitement de leurs confrères qui rentrent au rwandais considérés par ceux qui sont encore sur le sol congolais comme des personnes maltraitées aussitôt rentrés ;
- Il faut que la communauté internationale contraigne les FDLR à déposer leurs armes.

2.2.7. Itinéraire des FDLR du Nord au Sud-Kivu et à l'intérieur du Sud- Kivu.

- Nord-Kivu : à partir de Masisi – Hombo – Bunyakiri – Kalonge – Mulombozi – Itombwe – Kilembwe (FIZI) et de là ils s'orientent vers la Tanzanie, la Zambie, le Burundi, le Rwanda, ...
- Sud-Kivu : Shabunda – Mwenga – Fizi,

Sur tous ces parcours, les combattants traversent sans être véritablement inquiétés.

Patrick MIHALI NYAMATOMWA

VECU DES POPULATIONS COHABITANT AVEC LES FDLR : CAS DE SHABUNDA

Par Sébastien- Matthias MATENDA KANINGINI

Chercheur indépendant

Président du Conseil d'Administration de ADIN

Shabunda

I. INTRODUCTION

Le territoire de Shabunda est l'un des 8 territoires qui composent la province du Sud-Kivu. Il est situé au centre de l'ancienne province du Kivu et constitue la partie Ouest de la province du Sud-Kivu. Avec ses 25216 km², il est le plus vaste du Kivu et partage ses limites avec 11 autres territoires qui sont :

Au nord : Les territoires de Punia au Maniema et Walikale au Nord-Kivu ;

Au Sud : Les territoires de Kabambare au Maniema et Fizi au Sud-Kivu ;

A l'Est : les territoires de Kalehe, Kabare, Walungu et Mwenga, tous au Sud-Kivu et

A l'Ouest par les territoires de Kailo, Pangî et Kasongo, tous du Maniema.

Le territoire est subdivisé en 2 chefferies, Bakisi et Wakabango 1, celles-ci sont à leur tour subdivisées en 11 groupements dont 7 pour les Bakisi et 4 pour les Wakabango 1.

Son chef-lieu Shabunda est une cité de plus 50 000 habitants et la population totale du territoire dépasse 600.000 habitants. Shabunda – Cité est situé à 340 km de Bukavu et à 230 km de Kindu. La population du territoire est constituée par la tribu Lega à 98%, les 2 autres pourcentages sont partagés par les Batembo, les Bakwamé et les Batali.

II. Les FDLR (Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda)

2.1. Organisation et localisation

Les premières forces rwandaises qui ont pénétré dans le territoire de Shabunda sont venues du territoire de Walungu après la chute de la ville de Bukavu et de ses environs en octobre 1996 entre les mains de l'AFDL (Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo – Zaïre).

Arrivés à Kigulube, localité située à 170 km de Bukavu, les militaires se séparèrent des civils. Le gros de ces derniers dut poursuivre son chemin vers Shabunda – Centre et Kindu, tandis que les militaires prirent option de bifurquer vers Nzovu, traverser le Parc National de Kahuzi – Biega pour gagner Walikale afin de contrer l'avancée de l'AFDL vers Kisangani. Ils furent écrasés par l'AFDL à Walikale et à Tingitingi.

Un grand nombre d'entre les rescapés resta ainsi bloqué sur le parcours dans la forêt du Parc de Kahuzi – Biega (PNKB), à cheval entre les territoires de Shabunda au Sud-Kivu et de Walikale au Nord-Kivu. Ils commencèrent à s'organiser peu à peu pour la survie dans la forêt jusqu'au déclenchement de la guerre du RCD en 1998. Sans pour autant former une même force avec les groupes Maï-Maï du général Padiri, ils vivaient ensemble dans la même contrée et semblaient se tolérer.

Avec la création des FDLR, la jonction avec leurs frères venus du territoire de Mwenga et leur mobilité devint de plus en plus perceptible entre le Nord-Katanga et le Nord-Kivu en passant par les territoires de Fizi, Mwenga et Shabunda avant de pénétrer soit dans Kalehe, soit dans

Walikale, soit dans Masisi et vice-versa. C'est à partir de cette époque que leur armée s'est déployée davantage sur le terrain.

Pour ce qui concerne précisément le Territoire de Shabunda, c'est la brigade basée en chefferie de Ninja en territoire de Kabare qui le dirige. Les commandants des bataillons, eux, sont installés à Itanga – Muliku près de Kalonge en territoire de Kalehe, à Luyuyu dans le groupement des Banugula – Sud et à Makutano dans le groupement des Banugula – Nord à l'intérieur du PNKB. Des unités inférieures sont installées dans plusieurs autres localités situées tant sur la route que dans la forêt. Sur la route principale, leurs barrières sont érigées dans les localités de Nyalubemba, Kimbili, Ngolombe, Isezya, Lutika, Kiluma où sont rançonnés chaque jour des milliers des passants.

Ceux des combattants FDLR basés dans la partie sud du territoire à la limite Shabunda – Fizi dans la chefferie des Wakabango sont presque inactifs après leur désarmement en 2005 par la bande Raia Mutomboki.

2.2. Activités

2.2.1. Politique

Il est difficile de connaître les activités politiques des FDLR car les combattants construisent leurs camps à l'écart en brousse où ils vivent seuls avec leurs femmes et enfants. Les populations autochtones ne fréquentent jamais ces milieux. Ils sont présents dans toute la partie Est de la RDC, du territoire de Walikale au nord à celui de Fizi au sud en passant par les territoires de Kalehe, Kabare, Walungu et Mwenga.

2.2.2. Economique

Hormis quelques individus qui se sont déjà enrichis par des moyens malhonnêtes (pillage, rançonnement, extorsion, voire assassinat), la plupart des combattants FDLR font aujourd'hui le commerce des minerais ou des vaches, des chèvres et des poules ; ils sont également actifs dans l'exploitation minière. Ils se servent parfois de certains Congolais complices pour les transactions en ville ou dans les pays limitrophes.

L'organisation FDLR a mis en place ses propres moyens de collecte pour disposer de l'argent pouvant lui permettre de se procurer ce dont il a besoin, notamment :

1. des postes de perception de recettes de péage route auprès des passants, avec barrières installées à Kishatu (Kabare), Lubimbe (Walungu), Nyalulemba, Kirubili, Ngolombe, Isezya, Lutika et Kiluma en territoire de shabunda sur la route Bukavu – Kigulube.
2. la perception hebdomadaire de recettes en nature des minerais dans chaque carré minier (2 grammes d'or ou 2kg de coltan, cassitérite, tourmaline ou améthyste par carré minier)
3. la perception d'une taxe de 20\$ par vache ou 2\$ par chèvre, porc ou mouton qui traverse l'espace sous contrôle FDLR.
4. la ration alimentaire et le bois de chauffe sont fournis aux forces militaires FDLR par les chefs des localités qui a les collectent auprès de la population.

2.2.3. Socio-Culturel

A leur arrivée en 1996, un grand nombre des militaires et réfugiés rwandais ne parlait que le kinyarwanda et ne mangeait pas de gibier, mais aujourd'hui tout le monde parle le swahili et mange du gibier. Ils s'illustrent gravement dans le braconnage des animaux du PNKB.

Leurs enfants fréquentent les mêmes écoles que les autres enfants congolais des milieux où ils vivent, cependant il y a quelques écoles qu'ils ont créées eux-mêmes dans leurs camps où les cours se donnent en kinyarwanda. Il en est de même pour les cultes.

Il n'y a presque pas du tout de mariage entre Congolais et réfugiés ou militaires rwandais.

2.3. Revendications des populations congolaises

Dans cet espace rural forestier devenu sanctuaire des FDLR qui y font la loi calmement, la population n'ayant aucun moyen de se défendre contre ces hôtes s'est résignée à cohabiter avec eux, malgré les tares d'occupation. Face au silence des autorités politico-administratives et militaires, ces populations locales ne cessent de se poser la question de savoir si la communauté nationale ou internationale est au courant de ce qui se passe dans cette partie du pays et si ces exactions subies pourront prendre fin un jour. Cette population victime qui ne sait à quel saint se vouer pour trouver la paix et la tranquillité et nourrit parfois les ambitions de s'armer pour s'occuper elle-même de sa propre sécurité, l'Etat étant incapable de le faire.

2.4. Rapports avec les populations locales

Ces rapports sont timides et hypocrites, la présence de ces groupes armés dans la contrée ne fait pas plaisir à la population qui se sent dominée et se méfie d'eux.

Ce sont les FDLR qui contrôlent la circulation de la population sur la route principale qui relie Bukavu à Shabunda et aussi sur toutes les autres pistes à l'intérieur, ses forces y étant visiblement bien structurées et largement déployées sur un rayon de 100 km.

2.5. Pistes de solution

Dans cette dynamique de paix, les attentes des populations pourraient se résumer comme suit :

- Les autorités provinciales et nationales doivent tout faire pour désenclaver toutes les contrées qui constituent le sanctuaire des FDLR en ouvrant les routes pour permettre le passage des véhicules. `
- A la Communauté internationale de s'impliquer réellement dans le processus de désarmement et de rapatriement les troupes FDLR et autres réfugiés rwandais déversés sur le territoire congolais avec son concours.

Sébastien – Mathias MATENDA KANINGINI

Chercheur indépendant

Président du Conseil d'Administration de ADIN / Shabunda

JOINDRE L'ACTION À LA PAROLE ? La lente évolution de l'attitude de la Communauté internationale envers les FDLR en République Démocratique du Congo.

Par Dominic Johnson. Berlin, août 2008

L'attitude de la Communauté internationale envers les FDLR (Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda) a fortement changé ces dernières années par rapport à la période où les combattants Hutus rwandais en RDC, qu'on appelait à l'époque encore Interahamwe/Ex-FAR, se battaient aux côtés du gouvernement de Kinshasa contre les rébellions soutenues par le Rwanda et l'Ouganda. Après avoir d'abord ignoré leur existence, puis misé sur la stratégie du rapatriement volontaire au début de la transition en RDC, la Communauté internationale s'est rendu compte que les éléments FDLR qui restent encore comme une force armée dans les forêts de l'Est de la RDC, malgré tous les appels à se démobiliser et à profiter des programmes DDRR, n'étaient pas prêts à disparaître et qu'une approche nouvelle devait être trouvée.

Cette évolution a connu plusieurs étapes. Le 30 juillet 2002, la RDC et le Rwanda ont fait la paix: dans l'accord de Pretoria, le Rwanda s'est engagé à retirer son armée de la RDC et la RDC s'est engagée à retirer son soutien aux Interahamwe/Ex-Far (FDLR depuis l'an 2000) dont des milliers à l'époque faisaient encore partie des Forces Armées Congolaises (FAC), l'armée du président Kabila. Le Rwanda a effectivement retiré son armée entre août et octobre 2002, mais les tentatives de la RDC de se démarquer des FDLR se sont soldées par un échec fin octobre 2002, quand les combattants FDLR se sont révoltés à la base militaire de Kamina où on les avait cantonnés pour être rapatriés au Rwanda. Après cette expérience, les combattants FDLR se sont repliés dans les zones difficilement accessibles dans les Kivus, tandis que la RDC entamait sa transition politique et que la MONUC commençait son programme DDRR. Depuis octobre 2002 jusqu'au 24 mars 2004, la Monuc a rapatrié 6185 combattants Hutus rwandais de la RDC (1)³⁴ et il en devrait rester entre 7 et 8.000, selon la MONUC (2)³⁵. En novembre 2003, un des chefs militaires les plus importants des FDLR, Paul Rwarakabije, a abandonné la lutte et s'est rendu au Rwanda.

Mais au fur et à mesure que les volontaires quittaient la RDC, les éléments restants se sont radicalisés et ont multiplié leurs opérations militaires dans les deux Kivus pour, d'une part, s'approcher des frontières du Rwanda en vue de leur but à long terme de se battre sur le sol rwandais, et, d'autre part, se tailler des territoires et s'organiser de nouvelles sources de revenus. "Précédemment, Kinshasa nous envoyait 100 dollars par mois, mais depuis août 2002 on ne touche plus rien", expliquait un sergent des FDLR qui s'était rendu aux FARDC (3)³⁶. Dans les cercles FDLR en exil, des divisions commençaient à naître, avec des suspensions mutuelles de dirigeants (4)³⁷. Sur le terrain, cette situation se traduisait par l'apparition de groupuscules comme les Rastas et les exactions contre les civils, dont la plus notoire demeure à ce jour le massacre de Gatumba du 13 août 2004 quand des combattants

³⁴ AFP 24.3.2004: "Près de 10.000 combattants et leurs dépendants rapatriés de RDC (ONU)"

³⁵ AFP 31.3.2004: "Sept à huit mille ex-combattants rwandais encore en RDC (ONU)"

³⁶ AFP 2.5.2004: "La peur des chefs retient les soldats des FDLR dans la brousse de la RD Congo"

³⁷ Voir par exemple "Résolutions du Congrès extraordinaire des FDLR tenu à Amsterdam, Pays-Bas du 22 au 23 mai 2004", qui dénonce plusieurs cadres, dont le président Ignace Murwanashyaka, pour "participation et soutien actifs dans la reddition de Rwarakabije Paul et collaboration avec les agents de Kigali". En possession de l'auteur.

Hutus burundais et peut-être rwandais ont massacré 164 personnes, principalement des réfugiés banyamulenge congolais, dans un camp de réfugiés au Burundi.

Certains éléments des FDLR militaient pour un retour au Rwanda à condition que soit tenu un dialogue politique avec le gouvernement de Kigali – le fameux "dialogue inter-rwandais" - d'autres refusaient toute négociation avec un pouvoir dirigé par Paul Kagamé et privilégiaient la lutte armée.

Fin novembre 2004, une incursion de l'armée rwandaise au Nord-Kivu - partiellement niée par Kigali mais confirmée par des témoins - a provoqué de nouveaux combats entre des factions opposées des FARDC dans le Nord-Kivu et a montré que le problème des FDLR pourrait faire capoter la transition en RDC - qui à l'époque était encore censé aboutir à des élections avant le 30 juin 2005 - et aussi produire une nouvelle guerre entre la RDC et le Rwanda. L'idée qu'il fallait envoyer des troupes internationales a ensuite fait son chemin, basé sur le constat que le rapatriement volontaire avait atteint ses limites et que les combattants désireux d'être rapatriés encore implantés en RDC étaient empêchés de quitter leurs rangs par les dirigeants FDLR plus radicaux.

Le 11 janvier 2005, pour la première fois, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine a affirmé "la nécessité de désarmer par la force les ex-FAR et Interahamwe et les autres groupes armés présents en RDC, pour consolider le processus de transition en RDC, ainsi que la paix et la stabilité régionales". L'Union Africaine exprimait sa "détermination... à apporter une assistance à la RDC en vue du désarmement de ces éléments armés (5)³⁸. L'Union Européenne s'est ensuite déclarée "prête à fournir les moyens financiers pour que cette opération se fasse", selon son envoyé spécial dans la région des Grands Lacs, Aldo Ajello (6).³⁹

Sous cette pression, les FDLR ont accepté pour la première fois d'entrer dans un processus politique. Le 31 mars 2005, à l'issue de plusieurs semaines de contacts tripartites facilités par les médiateurs de Sant'Egidio en Italie, les FDLR "s'engagent à cesser la lutte armée", "de transformer leur lutte et combat politique, au fur et à mesure que les mesures d'accompagnement seront identifiées et mises en oeuvre". Aussi ils "condamnent le génocide commis au Rwanda," ainsi que le terrorisme "et les autres crimes de droit international" (7)⁴⁰.

Mais le processus semblait miné dès le début. Dans une lettre de clarification publiée quelques jours plus tard, les FDLR exigeaient toute une série de préalables politiques au Rwanda, y compris la suppression des juridictions « *gacaca* », des changements dans la constitution rwandaise et "un soutien financier" (8)⁴¹. Le président des FDLR, Ignace Murwanashyaka, précisait que "nous ne pouvons pas dire que nous sommes prêts" au rapatriement (9)⁴².

³⁸ Résolution du CPS de l'UA, 11.1.2005

³⁹ AFP 21.1.2005: "L'UE "prête" à aider au désarmement des rebelles rwandais en RD Congo"

⁴⁰ Déclaration de Rome, 31 mars 2005

⁴¹ Projet de texte des FDLR, 2.4.2005, en possession de l'auteur

⁴² IRIN 5.4.2005: "DRC-Rwanda: Interview with FDLR leader Ignace Murwanashyaka"

Malgré ces doutes, les préparatifs pour l'envoi d'une force internationale contre les FDLR se sont arrêtés à ce moment-là. Par la suite, toute l'attention de la Communauté internationale s'est tournée vers le succès de la transition en RDC, en dépit des massacres et exactions de plus en plus fréquents commis par des combattants Hutu rwandais au Kivu.

Lors de l'enrôlement des électeurs en RDC à partir de juin 2005 et de la préparation du Référendum constitutionnel de décembre 2005, la MONUC a accepté que des Hutus rwandais se fassent enrôler comme Congolais et que les FDLR sécurisent le référendum dans les zones sous leur contrôle (10)⁴³. La "congolisation" des FDLR était perçue comme un prix acceptable à payer pour l'aboutissement et le succès de la transition et des élections en RDC. Des opérations militaires de brigades intégrées des FARDC contre les FDLR notamment dans les territoires de Rutshuru (Nord-Kivu) et Walungu (Sud-Kivu) n'ont pas réussi à les déloger durablement de leurs bases, et contrairement à son action contre les milices congolaises en Ituri, la Monuc s'y est tenue à un soutien logistique d'ailleurs fort limité.

L'option militaire contre les FDLR ne fut jamais officiellement abandonnée, mais elle ne se poursuivit pas non plus. Plusieurs sortes d'arguments étaient avancés pour justifier cette option. Les uns, plus méfiants envers le Rwanda qu'envers la RDC avançaient que les revendications politiques des FDLR au Rwanda étaient en quelque sorte légitimes ou, au moins, que ce n'était pas à la Communauté internationale d'en juger la légitimité ; au contraire, celle-ci se devait de promouvoir un dialogue entre le gouvernement et les rebelles rwandais. Donc une pression militaire sur les FDLR serait contre-productive. D'autres, plus réalistes, soulignaient l'incapacité d'une force internationale quelconque à traquer des miliciens rwandais dans un terrain inconnu, parfaitement maîtrisé par des miliciens qui pouvaient se fondre dans la population, au moins au regard des troupes extérieures.

Le 1er novembre 2005 le comité de sanctions de l'ONU pour la RDC, censé surveiller l'embargo partiel sur les armes décrété en 2003 a imposé des sanctions contre plusieurs dirigeants de groupes armés opérant dans l'Est du Congo, y compris les FDLR. C'était une première, mais cela n'a pas changé grand chose ni sur le terrain ni sur le plan international. Ces mesures ont soumis les personnes ciblées à des interdictions de voyage et au gel de leurs avoirs à l'étranger. Mais comme ce n'était pas une résolution du Conseil de sécurité, ces mesures n'étaient pas considérées comme contraignantes par nombre de pays.

Ce n'est qu'avec l'envoi de troupes européennes à Kinshasa pour sécuriser les élections de juillet et octobre 2006 en RDC que l'Europe s'est rendue compte que la présence des leaders FDLR sur le territoire des pays tiers, surtout en Europe, leur circulation et activisme politique en toute liberté pourraient poser problème. Les décisions de l'ONU donnaient alors la possibilité de restreindre les mouvements du leadership des FDLR établi à l'étranger. Le 7 avril 2006, leur président Murwanashyaka était arrêté à Mannheim en Allemagne après être rentré de l'Ouganda via la Belgique. Placé en

⁴³ Propos des responsables de la MONUC à Goma à l'auteur, décembre 2005

garde à vue jusqu'au 25 avril pour avoir violé les conditions de son statut d'exilé politique, il est libéré par les autorités allemandes sur intervention de son avocat, mais son statut de réfugié lui est retiré et il est assigné à l'obligation de se présenter deux fois par la semaine à la police allemande à Mannheim (11)⁴⁴. Par la suite, Murwanashyaka a porté plainte contre le retrait de son statut de réfugié et le procès n'a toujours pas abouti.

Le 26 mai 2006, le procureur général de l'Allemagne a ouvert une instruction contre Murwanashyaka pour participation à des crimes contre l'humanité en RDC. Quelques mois après, l'instruction était close, sans résultat apparent. Selon des sources proches du Procureur général, le TPIR à Arusha et le CPI à La Haye ayant répondu par la négative à la question si des preuves contre Murwanashyaka existaient chez eux, on aurait décidé de ne plus poursuivre l'affaire (12)⁴⁵. Le lien entre cet activisme judiciaire mort-né de 2006 et l'envoi de soldats allemands en RDC dans la même période n'est pas clair, et l'intérêt allemand pour les FDLR est retombé depuis.

Un facteur qui a revigoré l'intérêt international de venir au bout du problème FDLR de manière plus soutenue était l'apparition de la rébellion de Laurent Nkunda au Nord-Kivu après les élections. Depuis la création officielle par le général dissident de sa rébellion CNDP (Congrès National pour la Défense du Peuple), juste avant les élections de 2006, Nkunda a justifié son action entre autres par les agissements des FDLR et le besoin de protéger les Tutsis. Ses troupes sont entrées en guerre plusieurs fois contre les FDLR notamment dans le territoire de Rutshuru. Après que le CNDP et le gouvernement de Kinshasa se sont mis d'accord début 2007 sous médiation rwandaise sur un processus de "mixage" entre brigades rebelles et brigades gouvernementales au sein des FARDC, les brigades "mixées" sont entrées en guerre contre les FDLR notamment dans la région de Rutshuru-Ishasha, ce qui a provoqué la fuite de nombreuses populations civiles, majoritairement des Hutus congolais. Au sein de cette communauté, des mouvements armés comme le PARECO (Patriotes Résistants Congolais) sont nés avec le soutien plus ou moins ouvert de certains politiciens de la province du Nord-Kivu et de factions FARDC opposées au mixage. A leur tour, les FDLR ont commencé à recruter des Hutus congolais. Le spectre d'une guerre ethnique au Nord-Kivu, avec les FDLR comme parti prenant, se profilait à l'horizon même avant l'échec du mixage fin août 2007 et la nouvelle guerre entre le CNDP et les FARDC de septembre et décembre 2007 qui s'est soldée par une défaite cuisante des FARDC et la Conférence de paix de Goma janvier 2008.

L'échec du mixage a été provoqué notamment par les propos du chef de l'état-major des forces terrestres des FARDC, le Général Gabriel Amisi, en août 2007 quand il a décrété la fin des opérations militaires des brigades mixées contre les FDLR "en raison de la confusion qui règne entre ces miliciens et les Hutus congolais" (13)⁴⁶. Cette déclaration a incité les éléments CNDP des brigades mixées à quitter le mixage, à regagner leurs fiefs et à continuer seuls le combat, ce qui a amené les FARDC à leur

⁴⁴ IRIN 27.4.2006: "Rwanda: Rebel leader released after three-week detention"

⁴⁵ Propos tenus à l'auteur, avril 2008

⁴⁶ AFP 14.8.2007: "L'armée suspend ses opérations contre les rebelles rwandais dans l'est"

livrer une guerre féroce de septembre jusqu'en décembre 2007. Cette guerre qui a ensanglanté le Nord-Kivu, a jeté des centaines de milliers de civils sur la route et donné lieu à des craintes d'une nouvelle explosion dans la région des Grands Lacs.

Les efforts internationaux de résoudre cette nouvelle crise - à part le soutien logistique de la Monuc aux FARDC- sont partis de la reconnaissance du rôle central qu'y jouait la problématique FDLR. Basés sur la conviction que le Rwanda aurait encouragé Nkunda comme contrepoids aux FDLR pour forcer la RDC à agir contre les milices Hutus, beaucoup de diplomates ont répété maintes fois que la neutralisation de la rébellion Nkunda passait par le démantèlement préalable du "prétexte" FDLR.

Au plus fort de la guerre de 2007, le 9 novembre 2007, les gouvernements de la RDC et du Rwanda, sous pression internationale, se sont donc accordés dans le "Communiqué de Nairobi" de mener "une approche commune à l'égard de la menace posée à notre sécurité et notre stabilité par les Ex-FAR/Interahamwe". Le gouvernement de la RDC s'engagea à "lancer d'urgence des opérations militaires pour démanteler les ex- FAR/Interahamwe", le Rwanda à "empêcher que toute forme de soutien soit fourni à aucun groupe armé en RDC" (14)⁴⁷. Cet engagement conjoint donnait naissance à un "processus de Nairobi", où, sous pilotage international, une nouvelle approche contre des FDLR devrait être planifiée et mise en oeuvre - une approche où l'on ne laisse plus en paix ceux d'entre les FDLR qui refuseraient être désarmés et rapatriés, en les contraignant, sous pression militaire, à rejoindre le processus ou à s'éloigner de l'Est du Congo.

La mise en oeuvre du Communiqué de Nairobi a tardé. Côté congolais, jusqu'à maintenant il n'y a aucune capacité ni de planifier, ni d'organiser et encore moins d'exécuter une stratégie militaire contre les FDLR. Cela complique la tâche des médiateurs internationaux qui sont censés faciliter la mise en oeuvre des engagements de Nairobi. La Monuc a commencé la formation de certains éléments des FARDC susceptibles d'être déployés contre les FDLR, mais en même temps, les soupçons d'une collaboration continue entre éléments FARDC et FDLR persistent.

Un facteur nouveau qui a galvanisé la Communauté internationale a été la mobilisation de l'opinion internationale suite à des témoignages de plus en plus insistants et précis sur les violences sexuelles à grande échelle, commises surtout par les FDLR. Plusieurs films sur le sujet ont notamment été produits et ont été primés lors de festivals internationaux (15)⁴⁸. Le travail de Heal Africa à Goma et de l'hôpital Panzi à Bukavu avec les femmes victimes des violences sexuelles a été fortement médiatisé à travers le monde. Ceci a commencé bien avant le Communiqué de Nairobi. Déjà le 27 juillet 2007, lors d'une conférence de presse à Kinshasa, la rapporteure spéciale de l'ONU sur la violence à l'égard des femmes, Yakin Ertürk, a fait des déclarations très fortes sur l'étendue des violences sexuelles commises principalement par les FDLR à l'Est du

⁴⁷ Communiqué de Nairobi, 9.11.2007

⁴⁸ Eg "The Greatest Silence: Rape in the Congo", Lisa F. Jackson, 2007; "Lumo", Bent-Jurgen Perlmutter, en collaboration avec HEAL Africa, Goma, 2007; et plusieurs documentaires en Allemagne et dans d'autres pays

Congo ; c'était à la fin d'un voyage en RDC du 16 au 27 juillet. Elle a parlé d'une volonté d'annihilation physique et psychique des femmes congolaises par des forces génocidaires venues du Rwanda. "À de nombreux égards, ces atrocités rappellent celles commises par l'Interahamwe pendant le génocide rwandais", a-t-elle dit (16)⁴⁹. Plusieurs fois, les crimes sexuels en RDC ont été débattus au sein des organes de l'ONU.

Avec la résolution 1804 du 13 mars 2008, le Conseil de Sécurité de l'ONU a adopté la condamnation la plus explicite de son histoire des FDLR et d'autres groupes armés rwandais, "qui, opérant dans l'est de la République démocratique du Congo, continuent de menacer gravement la paix et la sécurité de la région des Grands Lacs dans son ensemble".

"Déplorant la persistance des violations des Droits de l'Homme et du droit international humanitaire commises par les FDLR, les ex-FAR/Interahamwe, et autres groupes armés rwandais qui opèrent dans l'est de la République démocratique du Congo, et condamnant en particulier les violences sexuelles commises par ces groupes," l'ONU "exige de tous les membres des FDLR, ex-FAR/Interahamwe et autres groupes armés rwandais qui opèrent dans l'Est de la République démocratique du Congo qu'ils déposent immédiatement les armes et se présentent aux autorités congolaises et à la MONUC sans plus tarder et sans conditions préalables en vue de leur désarmement, démobilisation, rapatriement, réinstallation et réintégration" et "qu'ils cessent immédiatement de recruter et d'utiliser des enfants, libèrent tous les enfants dans leurs rangs et mettent fin aux actes de violence sexiste, en particulier le viol et les autres formes de sévices sexuels, ainsi qu'à toutes les autres formes de violence". Enfin, la résolution 1804 "demande aux Etats membres d'envisager de prendre les mesures nécessaires pour empêcher qu'un soutien financier, technique ou autre quel qu'il soit ne soit apporté par leurs nationaux ou à partir de leur territoire aux FDLR, ex-FAR/Interahamwe ou autres groupes armés rwandais opérant dans le territoire de la République démocratique du Congo directement ou à leur profit. » (17)⁵⁰

Cette clause visait surtout des pays comme l'Allemagne, la France et autres où les dirigeants des FDLR continuaient à cette époque à s'exercer librement. La visite en Allemagne du président rwandais Paul Kagamé en avril 2008, peu après la résolution 1804, a servi à revigorer le débat. Le jour de son arrivée, 23 avril 2008, le quotidien Die Tageszeitung avait créé le scandale en titrant "L'Allemagne tolère un chef terroriste" avec une photo de Murwanashyaka sur la Une.⁽¹⁸⁾⁵¹ Cette interpellation a provoqué un tollé dans une certaine partie de la blogosphère allemande, alimentée par une certaine propagande révisionniste rwandaise. Lors de ses entretiens avec le gouvernement allemand ce jour-là, Kagamé a exhorté l'Allemagne à agir contre les "génocidaires" et les responsables FDLR en territoire allemand. Le chef du gouvernement allemand, la chancelière Angela Merkel, a répondu au président

⁴⁹ Monuc 27.7.2007: "Sud-Kivu: 4 500 cas de violence sexuelle au cours de six premiers mois de l'année"

⁵⁰ Conseil de Sécurité, Résolution 1804 du 13 mars 2008, texte officiel en français

⁵¹ taz 23.4.2008: "Deutschland duldet Terrorchef"

Kagamé en disant que l'Allemagne prenait "très au sérieux" les sanctions de l'ONU (19)⁵².

Les exhortations du président du Rwanda et le débat médiatique ont réussi à remettre en action la machine judiciaire et politique. Avant la visite de Kagamé, la présence du leader des FDLR en Allemagne était inconnue même par certains spécialistes et des politiciens qui s'intéressent à la région des Grands Lacs, comme une délégation parlementaire allemande qui a exprimé son embarras lors d'une visite au Congo entre les 13 et 20 avril 2008. Selon des membres de cette délégation, ils ont été interpellés à ce sujet par la MONUC à Goma alors qu'ils ignoraient totalement de quoi il s'agissait (20)⁵³.

Le 23 avril, donc le jour même de l'arrivée du président rwandais en Allemagne, la police allemande a arrêté un fugitif recherché pour participation au génocide rwandais, Onesphore Rwabukombe. Maire de la commune rwandaise de Muvumba en 1994, il figurait sur la "liste rouge" d'Interpol depuis 2007. Et depuis un certain temps, le président des FDLR, Murwanashyaka, fait de nouveau l'objet d'une instruction pour violation présumée de son devoir de réserve politique à son domicile à Mannheim. Ceci a été annoncé devant le Parlement allemand, le Bundestag, le 7 mai 2008 par le numéro 2 du ministère des affaires étrangères, Gernot Erler lors d'un débat parlementaire sur les FDLR - une première en Allemagne. "Le gouvernement fédéral juge la présence des milices FDLR comme problème principal du conflit à l'est du Congo", avait écrit le ministère la veille de sa réponse à une question écrite du parti ex-communiste "Die Linke" au Parlement. Ce parti ainsi que le parti Vert avaient demandé au gouvernement quelles mesures il prenait contre les FDLR en Allemagne, comme conséquence directe de leur visite en RDC en avril. Le député vert Winfried Nachtwei a exigé des actions plus concrètes: "Les résolutions de l'ONU sur le soutien financier et politique à ces groupes doivent être appliqué de manière effective, et cela dépasse les questions du statut de résidence d'individus" (21)⁵⁴.

Le 7 juillet, la police allemande a arrêté le secrétaire exécutif des FDLR, Calixte Mbarushimana, d'ordinaire résident à Paris; il était à l'aéroport de Francfort en transit vers la Russie; fin juin 2008, Interpol l'avait inclus aussi sur sa "liste rouge". Mbarushimana, élu à la direction des FDLR lors d'un congrès de cette organisation à Bonn (Allemagne) en 2005 avait pris la place de Murwanashyaka comme signataire des communiqués FDLR après l'ouverture de la nouvelle instruction allemande contre Murwanashyaka. Mbarushimana, employé du PNUD à Kigali pendant le génocide et accusé plusieurs fois d'y avoir participé, avait obtenu le statut de réfugié politique en France en 2003, avant d'ouvrir une enquête début 2008 contre lui suite à une plainte d'une association de victimes du génocide.

Sur le terrain, l'Europe a commencé à s'activer diplomatiquement. Depuis avril 2008, l'Union Européenne a pris en charge le "processus de Nairobi" pour une période de

⁵² taz 25.4.2008: "Ruanda fordert deutsche Maßnahmen"

⁵³ Propos tenus par des parlementaires allemands à l'auteur à Goma, avril 2008

⁵⁴ Propos tenus à l'auteur, avril 2008

quatre mois. Son représentant spécial pour les Grands Lacs, le Néerlandais Roeland van De Geer, est en train de réfléchir à une politique internationale plus active contre les FDLR en application de la résolution 1804. Lors d'une visite en Allemagne en mai 2008, de Geer a proposé aux autorités allemandes une série de mesures précises et faciles à mettre en oeuvre sur le plan européen, avec les structures "Eurostar" et "Europium" qui régissent la coopération judiciaire et policière entre Etats membres de l'Union Européenne et qui facilitent la communication entre systèmes nationaux qui, pour le moment, agissent chacun dans son coin sans coordination.

Lors de son passage, de Geer n'a pas exclu l'option militaire contre les FDLR, dont il a estimé les effectifs à 20.000, y compris femmes et enfants. Il n'y aurait plus l'option pour ceux qui refusent le rapatriement de rester au Congo et de faire ce qu'ils veulent, a-t-il dit devant une audience de spécialistes à Berlin (22)⁵⁵; soit ils acceptent le rapatriement au Rwanda et la démobilisation, soit ils choisissent de rester en RDC et donc de devenir Congolais et de se soumettre à la loi congolaise et se désarmer. Ceux qui refusent ces deux options et préfèrent gagner de l'argent avec le trafic des minerais et autres choses à l'Est du Congo devraient compter avec des frappes militaires.

En même temps, il faudrait tenir en compte que les FDLR auraient des liens commerciaux aussi bien avec Kinshasa qu'avec Kigali et qu'il y a donc des profiteurs de la situation actuelle aussi bien en RDC qu'au Rwanda. Les FARDC, dans leur état actuel, ne seraient pas un partenaire sérieux pour agir contre les FDLR pour le moment, et donc il faudrait d'urgence accélérer la réforme du secteur sécuritaire en RDC.

Selon d'autres sources, on avait envisagé conjointement avec le gouvernement congolais de transférer les FDLR du Kivu au Katanga, dans une région où se trouvent des concessions de minerais cédées aux Chinois. L'exigence des FDLR à garder leurs armes là-bas aurait fait capoter cette option. Il reste à voir quelles autres mesures plus probantes seront trouvées sur le plan international pour enfin traduire en actes la nouvelle volonté d'agir qui a été si fortement exprimé à tous les niveaux de la diplomatie internationale cette année.

⁵⁵ Propos devant la Stiftung Wissenschaft und Politik, Berlin, 29.5.2008

LISTE DES PRESENCES :

N°	Nom :	Référence	CONTACT	
			Téléphone	e-mail
01	Patrick Nyamatomwa	Sud-Kivu	0812406575 0993094954 0853735969	patricknyamatomwa@yahoo.fr
02	Sébastien Matenda	ADIN / Shabunda	0810343907	sebamatik@yahoo.fr
03	Göubles V. Billesbeck	MONUC / Aff. Politiques	0811704718	u.billesbeck@un.org
04	Guillaume Lacaille	Conseiller politique MONUC DDRR	0812396234	lacaille@un.org
05	Dominique Bofondo	A.T. Rutshuru	0997836446	
06	Barbara Colzi	UNHCR / Goma	0813891900	colzi@unhcr.org
07	Valentin Madihano	Cherheur indépendant	0997093110	
08	Nicholas Scherlen	MONUC / JAAC	0812488996	scherlen@un.org
09	Helen Manuez	MONUC DDRR	0811711361	manuelh@un.org
10	Richard Wabula	Interprète MONUC DDRR	0997769939	wabingwa@un.org
11	Rubens Mikindo	UDPS	0813133907	rbnsnmikindo@yahoo.fr
12	Etienne Bireo Mabuanano	Chef de Groupement	0994107952	
13	Valentin Makofi	Walikale	0810184424	
14	Zouzou Buzune	Pole Institute	0819071732	buzunezouzou@yahoo.fr
15	Alexis Ndalihoranye	Inspection territoriale N.K.	0808431944 0813723502 0853802402	
16	Kadogo Hamisi Bikamiro	Chef grpmt / Binza	0812120034 0853341213	
17	Hon Nkuba Kahombo Sylvestre	Député provincial N.K.	0998625512	
18	Jeef Binankusu	CPAP	0998816208	masandijoseph@yahoo.fr
19	Primo Pascal Rudahigwa	Pole Institute	0997767663	prudakab@yahoo.fr
20	Ernest Bashitsi	DGM	0994002364	
21	Mwami Butsitsi	Chefferie Bukumu	0997788804	
22	Mayisafi Brigitte	COPADI / SAFEDI	0811672312	
23	Léopold Rutinigirwa	Pole Institute	0998677192	
24	Théo Komayombi	Chef grpmt KISIGARI	0994353948	
25	Bamongo Kabutwa	Chef grpmt LUBERIKE	0810062569	
26	Kabori Modeste	Chef grpmt BUKOMA	0994066093	

N°	Nom :	Référence	CONTACT	
			Téléphone	e-mail
27	Rév Mauka M. Bulalo	V.Prés. ECC / NK	0998668680	
28	Masumbuko Ngwasi Denis	CPAP	0998916260	
29	Valeria Izzi	PNUD	0810639858	Valeria.izzi@undp.org
30	Bulenda Djuma	Chef de poste Kirotshe	0994286469	
31	Sendugu Museveni	Prés PARECO / FAP	0995690639	
32	Omari Kimpili	Presse militaire	0850370347	
33	J. Chrisostome Bararyanga	A.N.R.	0998397656	
34	Ayobangira Samvura	Député national	0990903108	
35	Jean-Michel Dumont	U.E.	0813374702	
36	Jacques Rumashana B. Ngwete	Ministre provincial/ N.K.	0810311476 0990475912	
37	Col Kitenge Amisi Dd	8 ^{ème} Région mil	0811443033	ledicam@yahoo.fr
38	Félicien Miganda	Maï Maï Mongol	0998395017	
39	Rigobert Ndumvago	OGEFREM	0997704110	
40	Léon Bariyanga	Prés ASS Prov N.K.	0998666255	bariyangaleon@yahoo.fr
41	Muhindo Kasole Alphonse	Député National	0998611551	kasolex@yahoo.fr
42	Nicolas Kalinda Kibanha	Chefferie BAHUNDE	0813129164	
43	Aradjabu Famille	Min prov Env	0810151751	foboubou@yahoo.fr
44	Christophe Ndibeshe	Notable	0998041095	
45	Me Muiti J. Désiré	C.N.D.P.	0998433784	Desirengashani2007@yahoo.fr
46	Ndeze Paul	Chefferie de BWISHA	0998911058	ndezepaul@yahoo.fr
47	Désiré Bukavu	Chefferie de BWITO	0994036344	
48	Jérôme Nyamuhanzi K.	Chef grpmt BINZA	0998891436	
49	Jean Chrysostome Mashagiro	Chef de grpmt RUGARI	0994374895	
50	Delphin Nyembo Mabaka	Missionnaire d'Afrique	0813183763	dmnyembo@yahoo.fr
51	J. Baptiste Nzaba Matabaro	Chef de cité KIWANJA	0810552369	
52	Seraphin Ngulu	Chef grpmt IHANA	0994314039	

N°	Nom :	Référence	CONTACT	
			Téléphone	e-mail
53	Sebisusa P. Claver	Chef grpmt BUSANZA	0994373420	
54	Serugari Nzabonimpa Gédéon	Chef grpmt BWEZA	0994113535	
55	Batundi Ndasimwa Léon	Pole Institute	0997280629	ndasimwaleon@yahoo.fr
56	Abandi René	C.N.D.P.	0994395687	
57	François Gacaba	Député provincial/NK	0808403818 0813499293	
58	Maryam Waltmafa	DDRRR / MONUC	0818993156	

This document was created with Win2PDF available at <http://www.win2pdf.com>.
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.
This page will not be added after purchasing Win2PDF.